

***l'Anti*capitaliste**

n°633 | 20 octobre 2022 — 1,50 €

l'hebdomadaire du NPA ~ LANTICAPITALISTE.ORG

CONTRE MACRON ET LE CAPITALISME TOTAL



Dossier

Thermique ou électrique, la machine à profits roule toujours

Pages 6 et 7

ÉDITO

«Quand les éboueurs font grève, les ordures sont indignés» Page 2

PREMIER PLAN

Iran. Vers un soulèvement généralisé? Page 2



ACTU INTERNATIONALE

USA. Racisme au conseil municipal démocrate de Los Angeles

Page 4

LIBRE EXPRESSION

Entretien avec Théo Roumier autour du livre «Autogestion et révolution»

Page 12



Par LA RÉDACTION

«Quand les éboueurs font grève, les orduriers sont indignés»

Depuis début septembre, les conflits du travail s'intensifient. Les raffineurs leur ont donné un écho massif avec une grève devenue d'ores et déjà historique et inspirant d'autres secteurs. La journée de grève et de mobilisation du 18 octobre, à laquelle ont notamment répondu les secteurs du transport, de l'éducation nationale, de la santé et du nucléaire, a constitué une étape importante dans l'élargissement du mouvement. Ces mouvements de grève, et notamment celui des raffineries, ont été l'occasion de rappeler cette vérité que les politiciens et les commentateurs bourgeois veulent oublier entre deux mobilisations : lorsque les travailleurEs, a fortiori celles et ceux qui exercent des métiers indispensables, se mettent en grève, cela se voit et cela a des conséquences sur la vie quotidienne de millions de gens. Et l'on ne manquera pas de remarquer que celles et ceux qui sont conspués lorsqu'ils et elles se mettent en grève sont les mêmes qui étaient célébrés comme travailleurEs de première (ou de seconde) ligne au plus fort de la pandémie de Covid-19.

Nous ne ferons pas ici la liste de tous ces métiers qui permettent à la société de fonctionner et qui, lorsque les salariéEs les exerçant arrêtent le travail, n'en apparaissent que d'autant plus indispensables. On pourra en revanche citer ce que faisait remarquer notre camarade Philippe Poutou sur BFM-TV le week-end dernier : «*Si les actionnaires ou les éditorialistes de BFM faisaient grève, cela ne gênerait personne*». Silence sur le plateau, grimaces des permanents des émissions de télévision renvoyés à leur inutilité.

C'est parce qu'ils et elles ont ce pouvoir de faire fonctionner la société que les grévistes inquiètent la macronie, qui a dégainé l'arme des réquisitions, et qu'ils et elles occupent le devant de la scène. À travers le blocage de l'économie, les travailleurEs reprennent confiance en leurs forces et se battent au coude-à-coude pour arracher au patronat une partie de la richesse dont ils et elles ont été privéEs. Personne n'a cru aux solutions miracles qui prétendaient épargner aux travailleurEs des journées de grève et des kilomètres de manifestation. Hier comme aujourd'hui, l'émancipation des travailleurEs sera l'œuvre des travailleurEs eux-mêmes et elles-mêmes, et cela passera par des grèves, des blocages, des occupations et des mobilisations massives.

BIEN DIT

Quand on voit une entreprise comme Total, quand on voit afficher ses profits, on se dit tous que c'est complètement naturel de partager, surtout à ce niveau. Et on est tous vraiment vénère de faire la queue [dans les stations-service] mais on comprend aussi la situation de ces salariés et on est de tout cœur avec eux.

JAMEL DEBBOUZE, émission «Quotidien», 17 octobre 2022.

En bon président hostile au monde du travail, Sarkozy déclarait il y a quinze ans : «*Désormais, quand il y a une grève en France, personne ne s'en aperçoit*». Macron et ses lieutenants seraient bien à la peine de nous ressortir aujourd'hui cette litanie méprisante et mensongère. Mais si la lutte des raffineurs gêne de fait la vie quotidienne de millions de personnes, la colère se tourne majoritairement contre les vrais responsables de la situation : les multinationales aux profits faramineux et les politiques qui veulent se montrer forts avec celles et ceux qu'ils pensent faibles — notre camp social — et faibles avec les forts...

La méthode autoritaire, le bras armé de l'ultra-libéralisme de la macronie

«*Je suis au côté de tous nos compatriotes qui galèrent et qui en ont assez de cette situation*», nous a dit Macron ce lundi. Mais, alors que le pouvoir d'achat dévise depuis plusieurs mois, qu'a-t-il dit ou fait pour que Total partage les 18,8 milliards de profits au premier semestre 2022 (avec à sa tête un PDG qui s'augmente de 52%) ? Macron et ses amis préférèrent menacer les salariéEs des raffineries qui se battent pour un rattrapage conséquent des salaires face à l'explosion des prix. Ainsi le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, prétend «*libérer les dépôts de carburants et les raffineries*» et juge la grève et les blocages «*inacceptables*» et «*illégitimes*»... Et de la parole aux actes, ce pouvoir confirme sa méthode autoritaire, le bras armé de son ultra-libéralisme. Contre la grève des raffineries, il a procédé à des réquisitions chez Total et Exxon (Esso). Une atteinte au droit de grève... déjà utilisée en 2010 par Sarkozy contre les grévistes de ce même secteur, et à l'époque largement critiquée y compris par l'Organisation internationale du travail (OIT)... À l'Assemblée nationale, cette majorité minoritaire a annoncé sa volonté de faire passer en force son budget antisocial, en utilisant le 49.3 pour s'asseoir sur des institutions déjà bien peu démocratiques.

Et maintenant, on continue!

Dans ce contexte, la manifestation nationale du dimanche 16 octobre «*contre la vie chère et l'inaction climatique*» a été

une étape importante après une première journée de grève interprofessionnelle le 29 septembre. Réunissant des dizaines de milliers de manifestantEs à Paris et un large panel d'organisations de la gauche sociale et politique, cette marche a constitué un encouragement important pour les travailleurEs des raffineries mais aussi pour tous les salariéEs de secteurs en lutte, que ce soit dans les centrales nucléaires (11 centrales touchées par la grève mardi), dans les grandes enseignes du commerce, dans l'automobile, etc.

Les réquisitions mises en œuvre par ce gouvernement ont véritablement mis le feu aux poudres. Appelée par la CGT, Solidaires, FO et la FSU, la journée de grève interprofessionnelle de ce mardi 18 octobre a été marquée par 150 manifestations et différents secteurs mobilisés,

dans l'éducation, l'énergie ou les transports (pour ne citer que ceux-là). Au-delà de la solidarité nécessaire avec les raffineries à la pointe de cette mobilisation, l'enjeu de cette journée était bien de rassembler dans la lutte le maximum de salariéEs prêts à se battre pour le partage des richesses : des augmentations importantes de salaire et l'indexation des revenus sur les prix. Continuer la mobilisation, créer les conditions permettant de construire un mouvement de grève générale réunissant les travailleurEs du public comme du privé, voilà ce qui est posé pour ces prochains jours, ces prochaines semaines. Avec, dans ce cadre, la nécessaire extension de la mobilisation à de nouveaux secteurs, dans les transports en particulier. De ce point de vue, la reconduction de la grève décidée mardi dans

différentes AG cheminotes montre la voie et exige tout notre soutien. Batta le fer tant qu'il est chaud, se réunir partout pour discuter et décider des suites est un impératif pour pousser notre avantage. La fragilité dont fait preuve ce pouvoir doit également nous servir à avancer des perspectives sur le terrain politique. Dans la suite de la marche de dimanche, il y a urgence à sortir du train-train, à débattre et à regrouper les forces militantes, à commencer par celles et ceux qui défendent la transformation révolutionnaire de cette société ou qui voient LFI comme une rupture salutaire avec la vieille gauche de gouvernement. Une gauche de combat, liée aux mobilisations, utile pour la lutte des classes et pour la rupture avec le capitalisme : c'est une nécessité pour notre camp social.

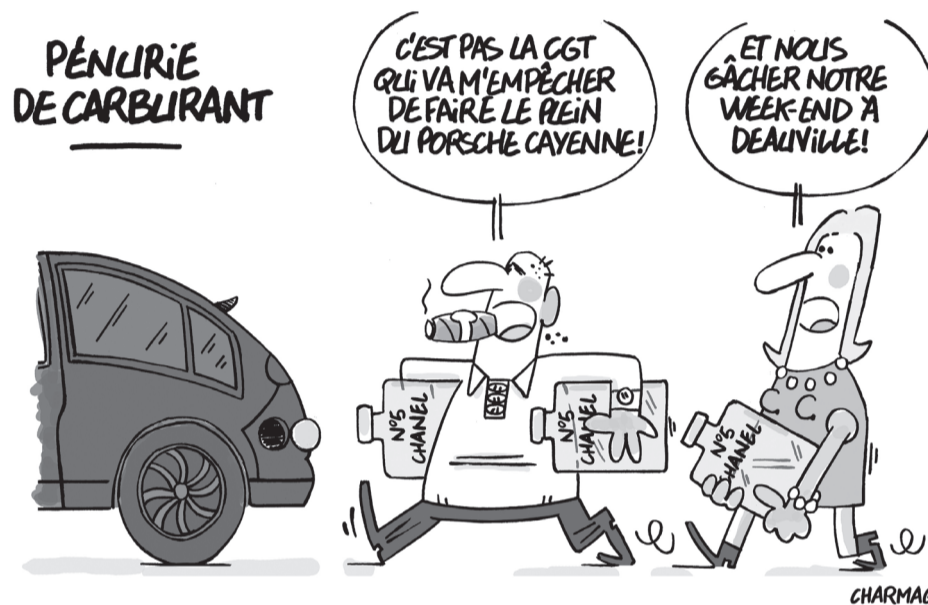
À la Une

CONTRE MACRON ET LE CAPITALISME TOTAL,

Notre 49.3, c'est la mobilisation générale!

Queues devant les stations-service, ministres et personnalités politiques aux déclarations hostiles, médias aux ordres totalement en furie... La grève des raffineurs a lancé un important affrontement avec le pouvoir macroniste et les capitalistes qu'il sert.

Avec, au cœur de la cible, la multinationale TotalEnergies, qui exploite ses salariéEs et les consommateurs autant qu'elle contribue à ruiner la planète. Tout le symbole du monde de Macron dont on ne veut plus.



IRAN Vers un soulèvement généralisé?

En Iran, le bilan de la répression était, au 13 octobre, de plus de 200 mortEs (dont 23 enfants de 7 à 14 ans), des centaines de blesséEs et des milliers d'arrestations. Malgré cela, le mouvement s'est étendu aux lycées, et à certains secteurs du salariat.

du régime n'arrêtait pas ses mesures répressives et ne mettait pas fin à l'effusion de sang, [ils/elles] se mettront également en grève ».

Vers une convergence?

Le mouvement «*Femme, Vie, Liberté*» a fourni le terrain politique pour que le monde du travail entre à son tour en lutte avec des slogans politiques, dont «*Tous ensemble contre la dictature*». Le tabou frappant le recours à la grève politique a été levé. Après une décennie de luttes essentiellement revendicatives, la

mobilisation massive des salariéEs démultiplierait la force et l'énergie du soulèvement en cours. C'est en effet la première fois depuis l'écrasement des conseils ouvriers il y a 35 ans qu'a lieu une grève politique dépassant la sphère des revendications économiques.

Les mouvements de rue sont dans leur quatrième semaine sans discontinuer, et maintenant une nouvelle force vient les épauler. Mais c'est uniquement l'expansion de la grève et sa transformation en une insurrection de masse populaire qui

déterminera le destin du système en place. L'entrée de salariéEs du pétrole sur la scène politique a rendu cette perspective plus probable et plus claire.

Les nuits agitées des mollahs

Le souvenir du mouvement antimonarchique de 1979 et l'entrée en lutte des salariéEs du secteur pétrolier perturbe le sommeil des dirigeants. Les grèves de 1979 s'étaient en effet rapidement transformées en grève générale et avaient ébranlé les fondements du régime monarchique.

Un monde à changer

Y AURA-T-IL DU RIZ À NOËL ?

«Une pénurie de riz est-elle à craindre dans les prochains mois?» La nouvelle a fait les gros titres ces derniers jours, dans la foulée de la publication d'un communiqué du Syndicat de la rizerie française. Extrait: «Dans un contexte particulièrement complexe, le Syndicat de la rizerie française (SRF) alerte sur les risques qui pèsent sur les approvisionnements en riz. Les augmentations des coûts perdurent sur le marché, avec des difficultés sur la totalité des variétés et des origines. Des ruptures d'approvisionnement et des hausses de prix sont à prévoir sur les riz basmati, les étuvéés et les risottos.»

En cause: la conjoncture économique globale, les conséquences de la guerre en

Ukraine, et surtout les événements climatiques survenus cette année, notamment en Inde et au Pakistan, dont la production alimente l'ensemble du marché mondial. À elle seule, l'Inde a ainsi exporté, en 2021-2022, plus de 21 millions de tonnes de riz, soit 40% des échanges mondiaux. Le Syndicat de la rizerie explique: «Après une période de forte chaleur où la température a dépassé les 50°C et impacté les rendements du riz en Inde et au Pakistan, ces deux pays producteurs de basmati ont vécu un épisode de fortes pluies. 10% de la surface des pays s'est retrouvée sous les eaux. Au moins 250 000 tonnes de riz seraient perdues. 6 000 km de route, 250 ponts, 1,6 million d'habitations sont détruits et 33 millions d'habitants sont touchés.»

Les conséquences du changement climatique ne se font pas ressentir qu'en Asie. Ainsi, comme le rappelle le Figaro, «du côté de l'Union européenne, qui importe 2,5 millions de tonnes chaque année, les pays producteurs de riz ont manqué d'eau, principalement en Italie, en Espagne et en Grèce. D'ici la fin de l'année, certains rendements pourraient ainsi diminuer jusqu'à 40%, comme pour l'arborio, une variété italienne.»

Pas une semaine ne passe sans qu'une nouvelle information vienne confirmer les dégâts engendrés par le changement climatique et, dans le même mouvement, du lien qui unit les populations du monde entier face aux effets du réchauffement. L'hypothèse d'une pénurie de riz permet de prendre la mesure des changements à l'œuvre et des catastrophes à venir. Il est encore temps d'agir, mais il y a, plus que jamais, urgence.

Le microcosme soralien n'a pu s'empêcher de réagir au jubilé du Front national. La «dédiabolisation» engagée par Marine Le Pen aurait signé, d'après un article publié sur Égalité et réconciliation, «l'abandon progressif de la ligne nationale et sociale, au fond très française, chère à Alain Soral». Vraiment?

La «préférence nationale», toujours

La campagne au sein du RN agite toutes les chapelles d'extrême droite. Jordan Bardella, probable prochain président, rassemble au-delà des fidèles «marinistes». L'issue de son congrès, le 5 novembre, ne modifiera cependant pas le parti. Ce sera à la fois «On continue» et «Tout commence», les slogans respectifs de Bardella et Aliot. Marine Le Pen, cheffe incontestée du groupe parlementaire, conservera son autorité. Elle incarne toujours cette figure charismatique, jalosée à l'extrême droite, qui agrège toujours plus de voix, d'élection en élection.

Le groupe parlementaire du RN se pense première force d'opposition «populo-souverainiste» contre la majorité présidentielle et «l'extrême gauche». Il s'attache surtout à décliner le programme présidentiel de Marine Le Pen. Avant de s'attaquer à l'immigration pour prétendre «rendre l'argent aux Français», le travail parlementaire du RN commence avec la natalité, «Grande cause nationale 2024», avec l'instruction en famille et avec la priorité nationale pour les bourses d'enseignement et le logement étudiant.

EXTRÊME DROITE Faire face à la ligne «nationale et sociale» du RN

Alors que son congrès national approche (le 5 novembre à Paris), le FN/RN a célébré la semaine dernière le 50^e anniversaire de sa fondation. L'occasion de faire le point sur la situation du parti d'extrême droite quatre mois après son entrée en force à l'Assemblée nationale.



Le groupe parlementaire, un point d'appui

Pour encadrer ces parlementaires, aux profils variés, souvent nouveaux venus au RN, après un passage par la «droite républicaine», un staff de technocrates avec une petite tendance «Manif pour tous». Mais le RN a surtout embauché ses anciens candidats et candidates: une façon de se professionnaliser. Renforcé financièrement, le RN s'appuie sur ce

groupe parlementaire inattendu: ouverture de permanences, et multiplication des apparitions médiatiques. Tablant sur un surcroît d'adhésions, avec une école de formation, le RN se conçoit toujours comme un parti de masse. Porté dans ses premières années par le militantisme de ses cadres, le FN doit sa pérennité à son électoral, où les classes populaires constituent un socle toujours plus important. Son prochain congrès ouvre une

transformation de son appareil vers l'accession, électorale, au pouvoir.

Prendre au sérieux le RN

Il serait désastreux de tabler sur son amateurisme et les dissensions internes pour contrer cette voie. Si la dénonciation de la nature fondamentalement raciste du RN reste indispensable, l'agitation autour des «heures sombres de l'histoire», demeure souvent vaine. La riposte politique se construira sur une analyse nuancée et rigoureuse: partir du concret, des propos et pratiques réelles, directement perçues par les classes populaires; déconstruire ce discours à partir des données historiques et du double langage perceptible; mettre en écho avec les autres extrêmes droites, non organiquement liées mais dont les dynamiques se nourrissent. Cette riposte n'aura d'effet qu'adosée à des perspectives de rupture radicale avec le capitalisme. Alors qu'une étude de la Fondapol avance que 39% des électeurs proches de LO et du NPA se retrouvent dans les idées défendues par le RN, il est grand temps de prendre au sérieux, pour mieux la combattre, cette ligne «nationale et sociale» dont Soral est loin d'avoir l'apanage. **Commission nationale antifasciste**

Le chiffre

157 milliards

C'est, en euros, selon des chercheurs du Centre lillois d'études et de recherches sociologiques et économiques (Clercé), le montant minimum des aides publiques versées aux entreprises pour la seule année 2019. Ce qui en fait le premier poste du budget de l'État. Un «pognon de dingue», comme dirait l'autre.



Agenda

Jeudi 20 octobre, rassemblement de soutien contre l'exclusion de la CGT du syndicat CGT PSA Poissy, Bobigny. De 12 h à 14 h, devant l'annexe du tribunal de Bobigny.

Samedi 22 octobre, Terminus Saclay – Marche pour les terres d'Île-de-France, Saint-Quentin-en-Yvelines.

Rdv à 10 h gare de Saint-Quentin-en-Yvelines; Étape vers 12 h 30 à Villaroy (pique-nique et animations); Départ de Villaroy vers Saclay à 15 h.

Samedi 5 novembre, concert de soutien aux inculpés du quai de Valmy, Montreuil.

Stage Bottles (oi/streetpunk, DE), Rock'n'Bones (RiotPunk, 91), Going Away Party (anarcho-post punk, Paris), Irracible (rap de combat, Paris), etc. À partir de 14 h, à la Parole errante, rue François-Debergue à Montreuil.

À SUIVRE SUR
lanticapitaliste.org
nouveau partianticapitaliste.org

NO COMMENT

Je suis un salarié comme un autre.

CARLOS TAVARES (directeur général de Stellantis), en réponse à une question portant sur sa rémunération annuelle de 19 millions d'euros, France Info, 18 octobre 2022.

Malgré la censure, des nouvelles fuitant des cercles du pouvoir montrent qu'en leur sein règne la panique, ainsi que d'importants désaccords entre les différents clans. Malgré la rhétorique répressive des dirigeants, on peut voir sur leurs visages et percevoir dans leurs paroles la peur provoquée par l'expansion rapide et la prolongation sans précédent des mobilisations de rue, ainsi que le début de convergence avec le monde du travail.

La nécessité de l'auto-organisation

La formation de conseils et/ou de comités de quartier rendrait possible la convergence rapide et directe des participantEs aux mobilisations de rue et aux grèves.

Un premier exemple vient de Sanandaj (chef-lieu du Kurdistan) avec la formation de plusieurs comités de coordination de quartier.

Les jeunes leaders du mouvement apprennent vite.

L'expérience de l'échec final de la révolution de 1979 nous enseigne que les travailleurEs doivent commencer dès aujourd'hui à établir leurs propres organisations indépendantes, et en aucun cas accepter d'être dirigéEs et/ou représentéEs par des personnes ne participant pas aux grèves et au soulèvement. C'est en particulier le cas de celles et ceux qui, en sous-main pour l'instant, sont pousséEs par les grandes puissances, en premier lieu les USA, et qui se proposent de «sauver la nation du chaos» et/ou qui voient dans le retour à la monarchie un «symbole de la stabilité et de l'unité du pays».

À cela les acteurs majeurs du mouvement en Iran répondent: «Mort aux dictateurs, Ni Mollah Ni Chah». **Behrooz Farahany**

Les mobilisations dans le monde du travail

Il est actuellement très difficile d'avoir des informations vérifiables sur l'état des mouvements dans les entreprises. Celles qui suivent sont considérées comme fiables par l'association SSTI (Solidarité socialiste avec les travailleurs d'Iran).

– Le 10 octobre, des centaines de travailleurs salariés des sites pétrochimiques de Bouchehr (site 1), de Hengam à Assalouyeh, et de Kangan se sont rassemblés devant l'entrée de leurs lieux de travail en soutien au soulèvement. Ceux d'Assalouyeh ont bloqué la route principale. Les forces de répression les ont attaqués et plusieurs manifestants ont été arrêtés, dont onze sont identifiés.

– Le 11 octobre, les salariés de la raffinerie d'Abadan ont déclaré la grève et se sont rassemblés devant l'une des entrées. Ils exigeaient notamment la libération des travailleurs arrêtés et détenus la veille à Assalouyeh. Des nouvelles arrestations ont eu lieu.

– Le 12 octobre, les salariés d'une usine pétrochimique de Bouchehr ont bloqué une autoroute. Ils ont été dispersés, et 15 ont été interpellés.

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction:
redaction@npa2009.org

Diffusion:
diffusion.presse@npa2009.org

Administration:
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN:
2269-3696

Commission paritaire:
0419 P 11508

Société éditrice:
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage:
6 500 exemplaires

Directeur de publication:
Julien Salingue

Secrétaires de rédaction:
Fabienne Brifault, Julien Salingue

Maquette:
Ambre Bragard

Impression:
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél.: 0148 70 42 21
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

PALESTINE Répression et résistance en Cisjordanie

Ces dernières semaines, nous avons assisté à une intensification notable de la répression israélienne contre les PalestinienEs de Cisjordanie, visant à la fois les civils dans leurs maisons et leurs villages, et les combattants et groupes de résistance armés. Parallèlement, des colons armés terrorisent les communautés palestiniennes de Cisjordanie, souvent en présence et sous la protection de l'armée israélienne.

La répression actuelle, et la résistance à celle-ci, participent d'une campagne plus large, qui dure depuis des mois, visant à réprimer la résistance palestinienne croissante, en particulier la résistance armée, qui a connu une résurgence dans certaines régions de Cisjordanie. Depuis le début du mois d'octobre, les forces israéliennes ont tué 15 Palestiniens — dont quatre adolescents et enfants — principalement lors de raids nocturnes et d'opérations d'arrestation. Plus de 5 292 Palestiniens ont été arrêtés depuis janvier, selon la Palestinian Prisoners Society.

Punitives collectives

Alors que l'armée, la police et les services de renseignement israéliens, à la demande du Premier ministre israélien Yair Lapid, intensifient leur dernière campagne, la résistance palestinienne s'est amplifiée. Au cours des deux dernières semaines, deux soldats israéliens ont été tués dans des fusillades distinctes : l'un à un poste de contrôle militaire à l'extérieur du camp de réfugiés de Shu'fat, à Jérusalem, et l'autre à un poste de l'armée dans la région de Naplouse, dans le nord de la Cisjordanie.

Il est à noter que les deux tireurs s'en sont sortis vivants, ce qui est rare compte tenu de la politique de l'armée israélienne consistant à tirer pour tuer dans les territoires occupés, que les autorités israéliennes refusent activement de modifier malgré les pressions internationales.

Dans le cadre de la chasse à l'homme visant à retrouver les tireurs, les forces israéliennes ont mis en place un certain nombre de mesures de punition collective, notamment la fermeture généralisée des routes dans tout le district de Naplouse et le blocus de quartiers entiers comme Shu'fat et le quartier voisin d'Anata. Le blocus de Shu'fat et des quartiers environnants a déclenché une vaste campagne de désobéissance civile dans les quartiers de Jérusalem.

Les manifestations de soutien à la campagne de désobéissance civile à Jérusalem se sont multipliées dans la bande de Gaza assiégée, où les Palestiniens se sont joints aux appels à la poursuite de la confrontation avec l'appareil militaire israélien.

Le retour de la résistance armée ?

Les raids nocturnes, la répression meurtrière des manifestations, les politiques de punition collective et la violence croissante des colons n'ont guère contribué à étouffer la résistance palestinienne. Les rapports faisant état de manifestations et de confrontations quotidiennes avec les forces israéliennes à Jérusalem et en Cisjordanie continuent d'affluer, tandis que le groupe de résistance palestinien basé à Naplouse, Areen al-Usud (la Tanière des Lions), a continué à gagner les faveurs de l'opinion publique, car il revendique la responsabilité de l'accroissement des opérations armées contre les positions militaires israéliennes en Cisjordanie.

La campagne à grande échelle coordonnée par l'armée et les services de renseignement israéliens contre les Palestiniens se concentre sur Naplouse et Jénine en Cisjordanie, ainsi que sur la ville de Jérusalem. « La vieille ville est [redevendue] ce qu'elle a été », explique Basil Kittaneh, chercheur et résident de la vieille ville de Naplouse, où des groupes de résistance armée, en plein essor, dirigés principalement par des jeunes non affiliés à des partis politiques, ont élu domicile.

Il reste à voir si l'opinion publique palestinienne choisira de se rallier à ces groupes de résistance armée émergents et de transformer ce moment actuel en un véritable soulèvement. En tout cas, les effets que ces groupes provoquent se font très clairement sentir, tant sur les réseaux sociaux que dans la rue.

Mariam Barghouti et Yumna Patel, traduction J.S.

Version intégrale sur mondoweiss.net

USA Racisme au conseil municipal démocrate de Los Angeles

Les remarques racistes de trois membres du conseil municipal de Los Angeles et d'un dirigeant de l'AFL (Fédération du travail) de Los Angeles — tous démocrates — ont provoqué une onde de choc dans tout le pays et entraîné des demandes de démission des membres du conseil.

Même le président Biden, qui s'appretait à faire campagne en Californie pour soutenir les démocrates locaux, a condamné les membres du conseil et leur a demandé de démissionner. Ces événements, qui révèlent de profonds clivages raciaux, constituent une crise tant pour les Démocrates que pour les syndicats.

« J'emmerde ce type. Il est avec les Noirs »

Un enregistrement réalisé clandestinement et publié par le *Los Angeles Times* a révélé que les quatre personnes impliquées, toutes d'origine Latino, ont fait des remarques désobligeantes sur les Noirs et les originaires de Oaxaca (État du sud du Mexique) lors d'une réunion secrète pour discuter du redécoupage électoral. Un redécoupage des circonscriptions électorales a lieu dans tout le pays après chaque recensement décennal national et est effectué par les gouvernements des États et, dans certains endroits, comme à Los Angeles, par les autorités municipales, qui redessinent les districts électoraux locaux et pour l'élection du Congrès. Les circonscriptions

sont parfois redessinées de manière à donner plus de poids à un parti politique ou un groupe ethnique. L'objectif des quatre participants à cette réunion secrète était de réduire le poids du vote noir, et d'augmenter le poids du vote latino et donc le pouvoir politique des politiciens latinos. Au cours de la réunion, la présidente du conseil, Nury Martinez, a dit, en parlant du procureur latino George Gascón : « J'emmerde ce type. [...] Il est avec les Noirs ». Elle a qualifié l'enfant noir de l'un des membres du conseil de « *changuito* », c'est-à-dire de petit singe, et a déclaré que l'enfant devait être battu. Elle a également qualifié les Oaxacans de petits, sombres et « *feo* » (laid). D'autres personnes présentes à la réunion se sont jointes aux remarques racistes ou ne les ont pas contestées.

Des tensions politiques liées à la démographie

Devant l'indignation générale provoquée par les révélations, deux membres du conseil municipal ont démissionné de leur poste et le dirigeant syndical a fait de même. Que se cache-t-il derrière ce langage raciste et les tensions croissantes entre les Latinos et les



Nury Martinez, WIKIMEDIA COMMONS

Noirs ? En travaillant ensemble dans les syndicats et en formant une coalition politique au sein du Parti démocrate des années 1980 aux années 2000, les Noirs et les Latinos ont gagné du terrain dans le domaine du travail et du pouvoir politique. Mais tout au long de cette période, la population latino de Los Angeles n'a cessé de croître, tandis que la population noire a diminué, car l'embourgeoisement et la concurrence avec les Latinos pour le logement ont poussé de nombreux Noirs à se déplacer vers Riverside et San Bernardino, à l'est, et en ont conduit certains à quitter l'État.

L'évolution de la démographie a entraîné des tensions politiques. Los Angeles, la deuxième plus grande ville du pays après New York, compte quatre millions d'habitants ; 13 des 15 membres de son conseil municipal sont démocrates. La moitié des Angelinos sont des Latinos mais les élus latinos ne

détiennent que quatre des 15 sièges du conseil, tandis que les Blancs, qui représentent 28% de la population, détiennent six sièges et que les Noirs, qui représentent près de 9%, sont également surreprésentés avec trois sièges. Les Asiatiques, 12% de la population, ont deux sièges, ce qui correspond à la proportion de leur population.

Concurrence entre travailleurs

À Los Angeles, comme dans de nombreuses villes étatsuniennes, il y a une lutte entre les classes sociales et entre les groupes ethniques pour les ressources rares (logements, emplois...), qui se déroule par le biais de la politique municipale — principalement dans le cadre du Parti démocrate. Les représentants syndicaux agissent avec les politiciens pour essayer d'obtenir des avantages au sein du système pour leur base particulière, souvent au détriment d'autres groupes de la classe ouvrière. Si les Noirs et les Latinos forment souvent des coalitions politiques, ils ont tendance à vivre dans des quartiers séparés et à se faire concurrence pour l'emploi, le logement et les services publics. Les alliances politiques ne parviennent pas souvent à réduire les tensions sociales. Pendant ce temps, la classe capitaliste conserve une emprise puissante sur la finance, l'industrie et les services, même lorsqu'elle est contrainte de faire des concessions aux travailleurs.

Si les travailleurs de Los Angeles veulent réaliser des gains économiques et politiques significatifs, ils devront surmonter leurs différences et établir une véritable unité de la classe ouvrière.

Dan La Botz, traduction Henri Wilno

UKRAINE « La guerre a créé de nouvelles formes d'auto-organisation et de politique par en bas »

Nous publions des extraits de la déclaration adoptée lors du récent Congrès de l'organisation ukrainienne Mouvement social (Sotsialnyi Rukh)¹.

Le peuple ukrainien a été confronté à des épreuves difficiles, mais il a prouvé sa capacité à lutter pour le droit de décider de son propre destin, et sa détermination à défendre le pays et à mettre fin à la guerre dès que possible. Les autorités et les représentants de l'idéologie de marché, ainsi que les grandes entreprises, continuent de mettre en œuvre un modèle économique axé sur le bénéfice d'une minorité au détriment du bien-être de la majorité absolue. Dans ce modèle, les travailleurs sont totalement soumis à la volonté de leurs employeurs, tandis que les fonctions sociales et réglementaires de l'État sont abolies au nom des « besoins des entreprises », de la « concurrence » et du « marché libre ».

« Ce sont les gens du peuple qui se sont levés pour défendre le pays »

Notre pays mérite une réorganisation d'après-guerre, dans lequel les priorités sont un travail décent et un système fiable de protection sociale, ainsi qu'un accès facilité à l'éducation, au logement et aux médicaments. Les Ukrainiens ont déjà vu à quel point les entreprises publiques, telles que la société d'État Ukrzaliznytsia [compagnie de chemins de fer ukrainienne], peuvent être essentielles à leur survie, et ils ont également ressenti

à quel point la déréglementation des prix de l'alimentation, du logement et du carburant peut être douloureuse.

Avec le déclenchement de la guerre, les oligarques et autres grands capitalistes ont fui le pays. Ce sont les gens du peuple, y compris les travailleurs organisés, représentant une grande partie de la société civile, qui se sont levés pour défendre le pays. Malheureusement, malgré le fait que la classe ouvrière constitue le noyau de la résistance ukrainienne à l'impérialisme russe,

les autorités continuent à faire passer des législations visant à limiter son implication dans la prise de décision, provoquant ainsi de nouveaux conflits sociaux, sapant les capacités de défense, et attaquant les droits démocratiques de la majorité pour la protection de la minorité dominante. Les décisions antisociales sont justifiées au nom des nécessités militaires, alors que, la plupart des cas d'économie de guerre réussis dans l'histoire ont été fondés sur les principes de l'État social et du dialogue social.



« Le temps est venu de changer la politique ukrainienne »

La guerre a créé de nouvelles formes d'auto-organisation et de politique par en bas. La mobilisation du peuple pour la guerre de libération a renforcé le sentiment d'une cause commune chez les gens et leur a fait comprendre que c'est grâce aux gens ordinaires, et non aux oligarques ou aux entreprises, que ce pays existe. La guerre a radicalement changé la vie sociale et politique en Ukraine, et nous devons empêcher que ces nouvelles formes d'organisation sociale soient détruites et, au contraire, les développer.

Le temps est venu de changer la politique ukrainienne. Nous appelons à la création d'un nouveau parti de masse qui représentera les travailleurs organisés, les mouvements populaires et démocratiques unis autour d'un projet radical de transformation de la société, fondé sur la libération généralisée, la propriété publique et la démocratie.

Maintenant que le pays, dans toute sa diversité linguistique, ethnique et culturelle, s'est uni dans une lutte armée pour le droit de décider de son propre destin par le biais de ses propres formes d'auto-organisation, il est temps d'expliquer à nos élites économiques et politiques que ce ne sont pas elles, mais les travailleurs et travailleuses constituant la nation ukrainienne qui doivent décider de la manière dont ils et elles construisent leur pays.

Traduction J.S.

¹ - Version intégrale (en anglais) sur tempstmag.org

À la mort d'Idriss Déby, tué sur le front par des rebelles en avril 2021, son fils Mahamat a pris le pouvoir au sein d'un Conseil militaire de transition composé de quinze généraux. Une manœuvre anticonstitutionnelle, puisque c'était au président de l'Assemblée nationale d'assurer cette transition. En convoquant un « Dialogue national inclusif et souverain », Mahamat Déby semblait répondre à une vieille exigence de l'opposition, celle d'assurer un large débat pour refonder l'État tchadien sur des bases unitaires et démocratiques.

Simulacre de dialogue

Avant le DNIS, un pré-dialogue avait été instauré, avec les groupes politico-militaires, à Doha au Qatar. Les résultats décevants donnaient un aperçu des motivations de la junte au pouvoir. Par exemple, la question de l'armée n'a quasiment pas été abordée. Pourtant elle joue un rôle décisif dans la politique du pays. Déby père s'était assuré une longévité au pouvoir exceptionnelle grâce à son contrôle. Il l'a transformé en garde prétorienne avec un état-major et des régiments d'élite composés sur des bases ethniques. Déby a fait des soldats tchadiens les supplétifs des forces armées de la France lors de ses interventions au Sahel, se rendant ainsi indispensable. En fait le DNIS n'avait qu'une fonction : avaliser le pouvoir du fils Déby. Désormais, ce dernier aura la possibilité de se présenter aux futures élections présidentielles, en contradiction avec les préconisations de l'Union africaine ; la période de transition est allongée de 24 mois ; le Comité militaire de transition est dissout, laissant à Mahamat Déby carte blanche pour diriger le pays.

TCHAD Mahamat Idriss Déby consolide son pouvoir

Au Tchad, le « Dialogue national inclusif et souverain » (DNIS) convoqué par Mahamat Idriss Déby vient de terminer ses travaux. Il préconise un allongement de deux ans de la transition, et la possibilité pour Déby de se présenter à l'élection présidentielle. La voie est libre pour perpétuer la dictature du clan Déby avec la bénédiction de la France.



Mahamat Idriss Déby, WIKIMEDIA COMMONS

Des opposants au secours de Déby

Le DNIS a profondément restructuré l'espace politique du Tchad. Ainsi, on a pu voir des opposants rallier le camp Déby. Parmi eux, Gali Gatta Ngothé, député de l'opposition, qui a présidé le DNIS, et Saleh Kebzabo, opposant historique, qui vient d'accepter le poste de Premier ministre d'un nouveau gouvernement qui se veut d'union nationale. Cela ne sera pas la première fois que des adversaires rejoignent le clan Déby pour en partir quelques années, parfois quelques mois, plus tard, une fois leur fonction de faire-valoir devenue inutile. Kebzabo, en cela, est une pièce maîtresse. Avec sa notoriété et son carnet d'adresses étoffé, il permettra à Mahamat Déby d'obtenir les bonnes grâces de l'Union africaine et plus largement du camp

occidental — en dépit de ses reniements lors de son arrivée au pouvoir. Les opposants qui le sont restés, les politico-militaires du FACT (Front pour l'alternance et la concorde au Tchad) et de la CNCR (Coordination nationale pour le changement et la réforme), trouvent ainsi justifiés le boycott du DNIS et la poursuite de la lutte armée. Les dizaines d'organisations de la société civile et politique comme la coalition Wakit Tamma (que l'on pourrait traduire par « l'Heure est arrivée ») ou le parti les Transformateurs appellent à une mobilisation pour un Tchad qui soit vraiment un État de droit¹.

Un silence complice

La France s'est refusée à condamner le putsch de Mahamat Déby, contrairement à ce qu'elle a fait pour le Mali, le Burkina Faso ou

la Guinée qui ont connu pareille situation, au motif que le Tchad était un cas particulier. La particularité conférée au Tchad s'explique par son rôle dans la lutte contre les djihadistes. Cet État pétrolier engouffre de 30 à 40 % de ses ressources dans une armée qui compte près de 50 000 personnes pour une population de 16 millions d'habitants. Cette armée pléthorique a une double fonction, protéger le régime en place contre les rebellions armées à l'intérieur du Tchad, et participer dans la région à la lutte contre le terrorisme. Ainsi les troupes tchadiennes étaient au Mali avec les Français dans le cadre de l'opération Serval, au Cameroun et au Nigeria contre Boko Haram et participent au G5 au Sahel. La mise à disposition de soldats aguerris, notamment dans les combats sahéliens, est un atout précieux pour la France. D'autant qu'ils sont toujours en première ligne, enregistrant de nombreuses pertes dans leurs rangs. On comprend ainsi la grande mansuétude de la France vis-à-vis du nouveau pouvoir tchadien considéré comme essentiel pour la stabilité du pays, et tant pis si elle se fait au détriment des besoins les plus élémentaires des populations.

Paul Martial

1 — Lire, sur afriquesenlutte.org : « Tchad : appel des forces vives », 15 octobre 2022.

BRÉSIL Pour vaincre le néofascisme, unité et radicalité

La nécessité d'un large front politique est clairement établie au vu des résultats électoraux, tout comme a été réaffirmée la nécessité de construire un projet à la gauche de Lula. Le PSOL s'impose comme représentant cette option, en maintenant sa radicalité et son autonomie tout en se montrant responsable au vu du moment historique et de la nécessaire composition avec d'autres forces. Le PSOL consolide l'espace d'une gauche dotée d'un programme qui promet de faire pression sur le futur gouvernement Lula pour défendre les questions fondamentales de la société, comme il le fait dans ces élections. Cela ne doit pas nous empêcher de reconnaître et mesurer les défis à venir, en cas de victoire — espérée — de Lula, quant au maintien de ce profil pour le parti, surtout face aux pressions qui seront imposées à la gauche par un nouveau gouvernement à caractère progressiste.

Percée à gauche

Il est important de souligner que, bien que nous ayons toujours une Chambre des députés à majorité conservatrice, le centre-gauche et la gauche radicale ont connu une

Alors que le second tour de l'élection présidentielle au Brésil aura lieu le 30 octobre, nous publions le point de vue de nos camarades d'Insurgência, tendance interne au PSOL (Parti Socialisme et liberté, né en 2004 d'une scission de gauche du Parti des travailleurs — PT).

croissance significative, avec la coalition PT-PCdoB-PV¹ qui a gagné 12 sièges, pour un total de 80 élus, et la coalition PSOL-REDE² qui a obtenu 14 sièges au total. Le PSOL a non seulement élargi son nombre d'élus, mais a également renouvelé et diversifié ses représentations, fruit d'une construction organique de ces secteurs dans le parti et d'un pari correct de la direction du parti. Nous avons étendu notre contingent au niveau des États, qui est passé de 15 à 22 députés. Au niveau fédéral, il est passé de 8 à 12 avec, en plus de ceux qui ont été réélus, Sônia Guajajara et Célia Xakriabá, premières femmes indigènes élues par leurs États, Erica Hilton, première députée fédérale transgenre du pays, Henrique Vieira, jeune pasteur noir anti-fondamentaliste, Tarcisio Motta, important leader carioca de l'éducation et de la culture, Guilherme Boulos, plus d'un million de voix pour un leader du Mouvement des travailleurs sans-toit, et le retour de Chico Alencar³ à la Chambre

fédérale. Un ensemble d'élus socialistes composé majoritairement de femmes, qui aura la tâche de construire l'unité pour continuer à imposer des défaites au fascisme et en même temps d'être un bastion à gauche du gouvernement Lula.

Vaincre l'extrême droite est la tâche d'une génération

Nous savons que le deuxième tour n'est pas joué. Nous devons gagner trois millions de voix supplémentaires pour assurer la victoire, laquelle est une nécessité historique pour le Brésil et pour le monde. [...] C'est pourquoi nous pensons qu'il est décisif que, dans cette dernière ligne droite, la campagne ait moins une tonalité nostalgique [de la période « avant Bolsonaro »] et davantage en défense de propositions pour l'avenir du Brésil et de la démocratie. La centralité de la lutte contre la faim et les inégalités avec une politique de créations d'emplois, la fin du plafonnement des dépenses [publiques] pour démocratiser la santé et l'éducation, la

déforestation zéro, la démarcation des terres indigènes⁴ et la protection sociale sont autant d'idées et de propositions qui doivent revenir dans l'imaginaire du peuple brésilien.

Le rôle de la gauche radicale — le PSOL et les mouvements sociaux critiques — doit être, d'une part, de construire le front pour barrer la route au néofascisme et, d'autre part, de disputer l'hégémonie au sein du champ politique pro-Lula, en défendant les idées radicales qui seront portées par ses nouveaux et nouvelles élus. Il s'agit bien de renforcer les mouvements sociaux, et que la gauche reprenne les rues dans une perspective de mobilisation de masse.

Traduction J.S.

Version intégrale (en Portugais) sur insurgencia.org.

- 1 — PCdoB = Parti communiste du Brésil
- 2 — REDE = Réseau autosuffisant, une formation écologiste.
- 3 — Figure nationale du PSOL.
- 4 — La « demarcação » des terres indigènes rend leur propriété non négociable.

GRÈCE

Contre l'extrême droite sous toutes ses formes

Deux ans après la condamnation des nazis de Chryssi Avgi (Aube dorée), leur procès en appel est l'occasion d'étendre la mobilisation antifasciste.

Débuté en juillet, ce procès — qui pourrait aboutir à un allongement des peines de 2020 — est entré dans le dur, avec fin septembre les provocations des soutiens aux inculpés dans la salle d'audience (saluts nazis sans intervention de la police).

Le danger fasciste demeure

Bien sûr, le danger de reconstitution de Chryssi Avgi n'est pas pour demain, ne serait-ce que parce que, depuis deux ans, ses dirigeants se sont classiquement divisés, entre un Kassidiaris, ancien dirigeant des groupes d'assaut ayant fondé son groupuscule, un Lagos, député européen comptant parmi les responsables du meurtre en 2013 du rappeur antifasciste Pavlos Fyssas, et un Michaloliakos, le führer actuellement moins provocateur que les deux autres. Mais il est clair que le danger fasciste demeure, et Kassidiaris tente de faire du procès une tribune en vue d'« exprimer la voix de [ses] concitoyens avec un parti fort, comme ceux qui dominent maintenant dans toute l'Europe ». Or, le terrain reste fertile en Grèce pour la constitution d'un parti d'extrême droite qui pourrait un jour regrouper les tueurs nazis et les fascistes peu à peu recyclés en passant par le parti d'extrême droite Laos qui gouverna avec la droite et le Pasok en 2011 puis par la Nouvelle Démocratie, où ils poussent à une ligne d'État policier en occupant des postes clés : ministère de l'Intérieur, du Développement...

Un cas symbolique est celui du ministre de la Santé, l'avocat Thanos Plevris, un des « recyclés », fils de l'idéologue nazi grec Kostas Plevris, sinistre admirateur d'Hitler et auteur de livres pronazis et antisémites, avec des passages comme celui-ci : « Juif et être humain sont deux notions contradictoires, l'une exclut l'autre. » Pour de tels écrits, le père Plevris était passé en procès, défendu alors par son fils, qui n'hésitait pas encore en 2009 à protester contre la tentative d'empêcher de prêcher le national-socialisme. Aussi ne le croit-on pas un instant aujourd'hui quand il parle d'attitude « bestiale » de son père, lui-même avocat défenseur de Lagos et qui, face à la mère de Fyssas, lui a fait en plein tribunal le salut nazi...

Dans la rue contre la peste brune

Face à tout cela, certains exigent l'interdiction pour des groupes ou des personnes relevant de condamnations criminelles de pouvoir se présenter aux élections. Il faut surtout se battre contre la politique de droite extrême du Premier ministre Mitsotakis, entre emploi systématique de la violence policière et flicage de la société, et ses ponts recherchés avec l'extrême droite. Un rassemblement de quelques centaines d'antifascistes a eu lieu le 7 octobre devant le tribunal, en soutien à Magda Fyssas qui témoignait ce jour-là et a rappelé à la présidente : « Mon fils n'est pas mort, il a été assassiné... » Pour Pavlos, pour Loukman, pour les pêcheurs égyptiens et pour les autres victimes, et contre le danger persistant, le combat antifasciste continue !

À Athènes, A. Sartzekis



Fresque en hommage à Pavlos, DR.



THERMIQUE OU ÉLECTRIQUE, LA MACHINE À PROFITS ROULE TOUJOURS

Dans la vitrine dorée du Mondial de l'automobile, qui s'ouvre à Paris ces jours-ci, la voiture électrique représente l'avenir du secteur. Ses

vertus écologiques sont pourtant inexistantes. Elle permet de capter une clientèle riche apte à faire le remonter les ventes et la rentabilité. Sans que les patrons redistribuent

une miette! Retour sur les grandes manœuvres des patrons des firmes automobiles pour maintenir la voiture individuelle et leurs profits. Dossier réalisé par le secteur automobile

MOTORISATION: ATTENTION, TROMPERIES

Toute société a besoin d'énergie pour fonctionner: pour tous les gestes de la vie quotidienne, pour les conditions et les possibilités du travail... C'est une des bases matérielles de notre existence, de nos luttes. Indispensable, sa production depuis la révolution industrielle est en grande partie responsable du changement climatique: une contradiction sans issue tant que l'énergie est soumise à la loi du profit.

Avec le vote du Parlement européen le 8 juin dernier prévoyant l'interdiction de la vente de véhicules thermiques en 2035, même si les décisions sont encore susceptibles d'ajustement, un pas vient d'être franchi. Les incertitudes encore en suspens tiennent au calendrier précis et à l'extension de l'interdiction aux techniques dites hybrides qui cumulent dans un même véhicule moteurs thermique et électrique.

Sauver la voiture individuelle

La nocivité des moteurs essence et diesel est reconnue, mais leur remplacement par des moteurs électriques ne règle pas la question des conséquences sur le changement climatique des transports tels qu'ils se développent à l'échelle de la planète. Rappelons que, sur toute leur durée de vie, de l'extraction des matières premières nécessaires à leur fabrication jusqu'aux ressources utilisées pour les faire rouler et enfin au traitement non résolu des déchets, l'avantage des voitures électriques comparées aux moteurs thermiques n'est pas décisif. Ce simple remplacement préserve la voiture individuelle, quelles qu'en soient les conséquences pour le climat et l'environnement.

La moitié des voitures vendues cette année, dont la très grande majorité est à moteur thermique, sera en encore en circulation en 2035. C'est bien cela qui compte pour évaluer en réel les émissions polluantes. Le vieillissement des voitures en circulation déjà à l'œuvre va encore s'accroître vu que, pour la majorité de la population, le prix des voitures électriques est dissuasif. Les subventions à l'achat n'arrosent en effet que les plus riches.

Les 2000 euros de bonus supplémentaires annoncés par Macron pour des voitures d'un prix moyen supérieur à 30 000 euros n'y changent rien.

Face à une transformation de cette ampleur, les firmes capitalistes n'aiment pas les incertitudes liées notamment au nombre des futurs acheteurs. Oubliées les prétendues vertus de la libre confrontation du marché entre offre et demande, une interdiction

générale offre plus de visibilité pour les grandes firmes de l'automobile. La Plateforme automobile (PFA), qui regroupe en France constructeurs et équipementiers, le reconnaît et ne s'opposera pas à cette évolution. Mais Carlos Tavares, avec Stellantis, continue de protester.

150 000 emplois menacés en France

Les firmes automobiles, loin d'une conversion à l'écologie, saisissent ce moment comme un moyen de se créer de nouveaux débouchés, de casser-renouveler leurs outils de production et de passer à l'offensive contre la force de travail.

La PFA évalue à 150 000 le nombre des emplois menacés en France dans l'ensemble de la filière, soit 20% des emplois. Renault voulant se diviser en deux entités, l'une dédiée à l'électrique et l'autre, basée en Espagne et en Roumanie, au moteur thermique, la firme souhaite casser ce qui reste des conventions collectives et accords d'entreprise gagnés par les luttes de générations de salariés.

Réduire le temps de travail, ce serait possible

À changement de grande ampleur, revendications à la hauteur: exiger le maintien de tous les emplois, des formations reconversions sur place et le maintien de tous les droits acquis. La réduction du temps de travail pour toutes et tous s'impose d'autant plus que la fabrication d'un moteur électrique nécessite moins de quantité de travail qu'un moteur thermique.

Du point de vue des conséquences pour le climat, les changements en cours ont peu d'efficacité: c'est, comme on dit, du «greenwashing». Mais pour la filière automobile, c'est plus que cosmétique car cela entraîne des suppressions massives d'emplois et des attaques en règle contre les droits acquis des salariés. Si l'interdiction des voitures thermiques reconnaît enfin leur nocivité, à laisser faire les firmes automobiles et gouvernements européens, rien de sérieux pour le climat mais du très concret dans les offensives contre les salariés.

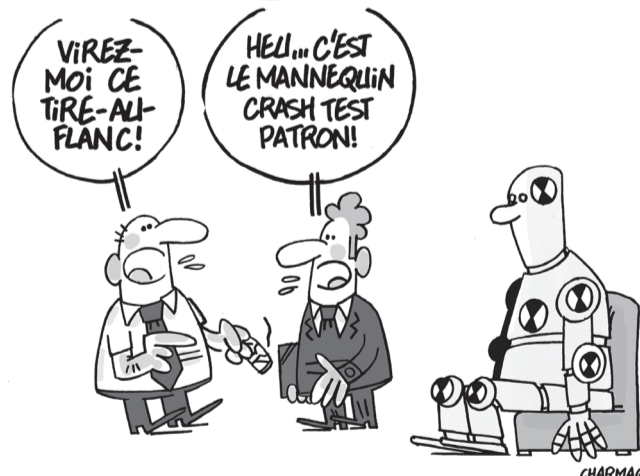
MONDIAL DE L'AUTO: LEUR FÊTE N'EST PAS LA NÔTRE!

Le Mondial de l'automobile, appellation moderne du Salon de l'auto, est bien plus qu'une occasion de vendre des voitures: c'est le moment de célébrer la voiture pour cette industrie qui a tiré la croissance des économies capitalistes depuis des décennies en généralisant le travail à la chaîne et la «bagnole». Celle-ci a modelé les espaces d'habitation et de travail, favorisant inégalités et ségrégations.

Ce Mondial 2022 survient à un moment particulier: la fin annoncée des moteurs thermiques diesel et essence pour 2035, l'arrivée cette fois-ci massive des voitures électriques, la crise des approvisionnements en semi-conducteurs à la suite des ruptures dans les chaînes de production mondialisées qui n'en finissent pas d'être perturbées depuis la pandémie, et l'annonce de mesures de limitation de l'usage de l'automobile dans un nombre croissant de zones urbaines.

Alors que la production de voitures est en baisse partout par rapport à la période pré-pandémie, les profits et les rentabilités affichés par la plupart des groupes automobiles atteignent des niveaux inégalés. La recette: vendre des voitures plus chères destinées aux plus riches! Le passage aux véhicules électriques va amplifier ce tournant. Le directeur général de Renault l'explique crûment dans une interview au journal économique Challenges: «les voitures électriques sont 50% plus chères que les thermiques aujourd'hui. Ce sont donc les personnes aisées qui peuvent se permettre ces achats et financer cette première phase de la

LICENCIEMENTS DANS LE SECTEUR AUTOMOBILE



transition énergétique.» Un peu comme pour l'iPhone en 2007!

Pas d'avantage écologique pour les voitures électriques

Ne nous laissons pas prendre par les publicités et les articles de complaisance qui nous vantent les vertus écologiques des voitures électriques qui vont être exposées tout au long de ce Mondial de l'Automobile: il n'y a pas d'avantage écologique décisif en faveur des voitures électriques. Comble de la politique de griboille de ce gouvernement: il

enjoint de couper la nuit l'alimentation électrique des chauffe-eau, en même temps qu'il subventionne l'installation de prises de recharge pour les plus riches qui peuvent disposer d'une voiture électrique. C'est en fait la démonstration que pour Macron et son monde, transition écologique capitaliste se conjugue avec inégalités.

Préserver la voiture individuelle et les profits

Un classique de la production capitaliste: ce changement s'accompagne d'une évolution des

techniques de production et de leur organisation pour augmenter l'exploitation du travail. De plus, les investissements mobilisés pour ce passage à l'électrique entraînent une austérité accrue pour les salaires, comme le montrent les mouvements en cours dans les usines Stellantis. Au contraire, la réduction du temps de travail pourrait et devrait être à l'ordre du jour car la fabrication d'un moteur électrique exige une moindre quantité de travail qu'un moteur thermique. Mais pour cela il faudrait s'affranchir des contraintes du profit en passant par l'expropriation, étape indispensable pour transformer réellement les conditions de production et la finalité des modes de transport répondant aux besoins de la société.

Voiture thermique ou électrique, presque autant de pollution. L'essentiel pour les firmes automobiles est de préserver la voiture individuelle au détriment de la priorité qui devrait être donnée à toutes les formes de transport collectif.

Pour élargir les réflexions sur la branche, une contribution de la IV^e Internationale: <http://www.npa-auto-critique.org/2021/04/un-revirement-complet-du-secteur-des-transport-est-absolument-imperatif.html>



POUR LES PATRONS DE L'AUTOMOBILE, LA STRATÉGIE C'EST GAGNER PLUS EN PRODUISANT MOINS

Si les ventes de voitures ont chuté ces deux dernières années, les profits ont augmenté pour les constructeurs qui se concentrent sur une plus faible production, plus chère et plus rentable, mais toujours aussi polluante. Sans aucun égard pour les emplois ni les salaires.

En 2021, la rentabilité des 16 principaux groupes automobiles mondiaux a atteint son plus haut niveau au cours des dix dernières années. Elle s'est établie à 8,5%, soit près de 5 points de plus qu'en 2020. Elle était de 6,3% en 2017 avant la pandémie. Mesuré en milliards d'euros leurs bénéfices totaux se sont élevés en 2021 à 134,2 milliards d'euros. Ils ont plus que doublé par rapport à 2020, soit un gain de 84,1 milliards d'euros dépassant de 34% le montant record de 100 milliards d'euros en 2017. Tous les groupes automobiles ont augmenté leur rentabilité en 2021. Tesla, le fétiche des boursicoteurs, est la marque qui a enregistré la rentabilité la plus élevée (12,1%), suivie par BMW (12%) et Mercedes-Benz (12%).

Rentabilité record pour Stellantis

Stellantis, résultant de la fusion entre PSA et Fiat, affiche 8 milliards d'euros de bénéfices au premier trimestre avec un chiffre d'affaires de 88 milliards d'euros en hausse de 17% et une rentabilité de 14%, un chiffre encore jamais atteint par un constructeur généraliste en Europe. Stellantis devient ainsi le troisième constructeur automobile le plus rentable derrière Tesla et Mercedes.

Les résultats de Renault sont eux aussi des motifs de satisfaction pour les actionnaires et financiers. Le départ de Renault de Russie, deuxième marché pour le groupe, lui « aurait » coûté 2,3 milliards d'euros. Le



WIKIMEDIA COMMONS

conditionnel est nécessaire car ce chiffre ne désigne pas de l'argent net mesurable et sorti des caisses de l'entreprise, mais est le résultat d'évaluations comptables arbitraires. Dans ce contexte, la perte affichée « n'est que » de 1,35 milliard d'euros : près d'un milliard d'euros rattrapés en six mois ! Et la rentabilité atteint le niveau de 5%. Moins que chez Stellantis, mais plus que du temps de Carlos Ghosn où elle était en moyenne de 3%.

Des ventes de voitures en baisse depuis 2020

Ces résultats records sont obtenus alors que les ventes d'automobiles, en baisse, sont passées dans le monde de 77,8 millions en 2019 avant la pandémie à 67,5 millions en 2020 et à 71,7 millions en 2021. En Europe, la baisse est de -14% au cours des six premiers mois de l'année 2022 par rapport à 2021. Sur la même période, sur

la ligne « total monde », Stellantis a vendu 7% de voitures en moins et Renault 12%.

La production post-pandémie a aussi baissé. Cela tient à la rupture des chaînes de production mondialisées qui s'est particulièrement manifestée dans le domaine des semi-conducteurs. Toute l'industrie mondiale est devenue, pour les semi-conducteurs les plus avancés, dépendante d'un seul fabricant basé à Taïwan. De mois en mois, la date de la fin de cette crise recule et n'est maintenant envisagée que pour le courant de l'année 2023. Accrue par la politique du zéro stock, elle entraîne la mise en chômage technique de nombreuses usines sans vraiment de préavis.

Des voitures plus chères produites pour les plus riches

Les firmes automobiles produisent et vendent moins de

Entre 2019 et 2022, le prix moyen des voitures neuves a augmenté de 21%.

voitures tout en gagnant plus. Entre 2019 et 2022, le prix moyen des voitures neuves a augmenté de 21%. Trouver des acheteurs pouvant suivre ces hausses de prix est rendu possible par les inégalités de revenus et de patrimoines majorées par la phase actuelle de l'économie capitaliste. L'arrivée des voitures électriques, 50% plus chères que les voitures thermiques comparables, va amplifier cette tendance à la hausse du prix des automobiles neuves de plus en plus réservées aux plus riches.

Il est probable que cette course vers les plus riches trouvera des limites. Les firmes capitalistes ont en effet tendance à se précipiter toutes ensemble vers les stratégies et les gisements de profits les plus intéressants du moment. D'où une concurrence plus aiguë et des déconforts capitalistes dont les premières victimes sont les travailleurs. Les firmes automobiles n'ont aujourd'hui pas encore épuisé les gains qu'elles escomptent tirer de cette stratégie. Elles espèrent pouvoir continuer à gagner plus, même en produisant moins. Gagner plus tout en polluant, en supprimant des emplois et en bloquant les salaires suscitera de plus en plus d'indignation. L'enjeu est d'empêcher les firmes automobiles de continuer à nuire.

SALAIRES ET RÉPARTITION DES RICHESSES: LES LUTTES DOIVENT S'ÉTENDRE

Les salariéEs de l'automobile, confrontés à l'inflation, font également face à des réorganisations, des suppressions de postes et revendiquent qu'une part des richesses qu'ils produisent leur reviennent.

Le grand Monopole dans la branche automobile est engagé dans une situation économique et sociale particulièrement conflictuelle. Les pénuries de composants et autres ruptures de pièces, déclenchées par les difficultés dans les circuits d'approvisionnement, provoquent une désorganisation de la production sur de nombreux sites avec un impact sur les conditions de travail. L'inflation qui fait sombrer dans la misère de nombreux travailleurs alimente des révoltes qui ne se limitent pas aux seules raffineries.

Les salariéEs mobilisés chez Renault et PSA

Sur les sites de Renault, les débrayages sont encore limités tant sur la question des salaires que sur celle des restructurations, pendant qu'au centre technique de Lardy la CGT maintient la pression contre des réorganisations qui auront pour conséquences la suppression de milliers d'emplois. Chez PSA/Stellantis, depuis septembre, une série de débrayages se sont produits sur la plupart des sites. La mobilisation a débuté vendredi 16 septembre à PSA Hordain (Sevelnord) avec plus de 500 grévistes pendant trois jours. Le mercredi 28 septembre, plus de 4 300 salariéEs ont débrayé pour revendiquer de vraies augmentations de salaire et affirmer que la prime de 1 000 euros, proposée par la direction la veille, ce n'est vraiment pas assez : 1 300 grévistes à Mulhouse, 1 100 à Sochaux, 460 à Valenciennes, 350 à Douvrin, 340 à Caen, 280 à Borny, 270 à Rennes, des dizaines à Poissy, Sept-Fons, Vesoul et 700 à PSA Charleville, le 29 septembre dernier. Le jeudi 6 octobre pour la troisième journée de débrayage

Chez PSA, plus de 4 300 salariéEs ont débrayé pour revendiquer de vraies augmentations de salaire.

sur le site de Mulhouse, à l'appel de la CGT et de la CFDT, c'est encore une fois plus de 530 salariéEs qui se sont fait entendre le long des chaînes du ferrage et du montage. Ces mobilisations sur les salaires s'inscrivent dans la suite de ripostes aux modifications des horaires de travail qui ont marqué toute l'année passée.

Vague de débrayages: du jamais vu depuis 1989

Dans certains sites, il n'y avait jamais eu de grève. C'est la plus grande vague de débrayages à PSA depuis 33 ans... À l'époque, en 1989, elle ne s'était pas étendue au-delà des usines de Sochaux et Mulhouse. Bien des choses sont remarquables dans cette mobilisation, comme la participation des intérimaires et des sous-traitants. Ainsi, les travailleurs de GSF, fournisseur en interne de PSA Hordain, sont en grève pour les salaires et bloquent la production. À PSA Mulhouse et Sochaux, des dizaines de travailleurs de Veolia STPI ont débrayé pour revendiquer 5% d'augmentation et 2 000 euros. Et c'est pourtant dans ce contexte que la fédération de la métallurgie CGT est en train d'exclure le syndicat CGT de l'une des principales usines automobiles, celle de Stellantis Poissy, et son délégué syndical central, Jean-Pierre Mercier. Les luttes en cours pour les salaires pourraient donner du souffle pour étendre ces mobilisations.

LE DÉMEMBREMENT EN COURS DE RENAULT

La date est fixée: le 8 novembre prochain, Renault annoncera dans une journée organisée à l'intention des investisseurs financiers, la division de l'entreprise en deux entités.

Une baptisée « Ampère » avec l'ensemble des activités électriques et l'autre « Horse » pour les activités thermiques. Ce projet préparé depuis plusieurs mois a été progressivement détaillé par des informations fournies aux agences et journaux financiers. Pas de surprises pour eux !

Horse pour thermique

Cette entité « thermique » n'aura pas d'activités de production en France, celles-ci passant sous la responsabilité des entités basées en Espagne et en Roumanie. Le groupe chinois Geely à hauteur possible de 40% et Aramco — le « bras armé » de l'Arabie saoudite, sa compagnie nationale pétrolière — à hauteur de 20% vont entrer au capital d'une société où Renault serait donc minoritaire. La liquidation des fonderies en France qui s'est poursuivie tout au long de l'année s'explique par la préparation de ce projet visant à confier aux entreprises situées en Espagne et en Roumanie toutes les activités relevant de la mécanique traditionnelle.

Le désengagement de l'activité de production d'automobiles en France avait été le grand œuvre de Carlos Ghosn, cela se prolonge dans le domaine des études. 750 postes d'ingénieurs et cadres, soit le tiers des effectifs, ont été supprimés au centre Renault de Lardy depuis l'arrivée du directeur général Luca de Meo. Quant au fleuron de Renault, le Technocentre de Guyancourt, le quart des 400 000 m² de surface aujourd'hui occupés vont être cédés d'ici à 2024.

Ampère pour électrique

Renault a, en fait, décidé de se concentrer sur la production de voitures électriques et, au travers de cette société au nom de code Ampère, veut complètement bouleverser l'organisation de la force de travail et ses droits sociaux conquis depuis des décennies. La direction annonce que le pôle électrique Ampère serait au cœur de Renault avec des équipes compactes de 10 000 personnes spécialisées. Les salariéEs de Renault qui travaillent dans les activités électriques autour de Douai appartiennent déjà à une filiale à 100%

de Renault, ElectricCity, sans les mêmes conventions collectives. L'entité « électrique » deviendra donc une société indépendante cotée en bourse pour bénéficier de l'engouement des boursicoteurs. La référence en la matière est la firme Tesla à la capitalisation boursière approchant à la mi-août les 900 milliards de dollars (contre, à titre de comparaison, 46 milliards d'euros pour Stellantis et 3 milliards d'euros pour Renault).

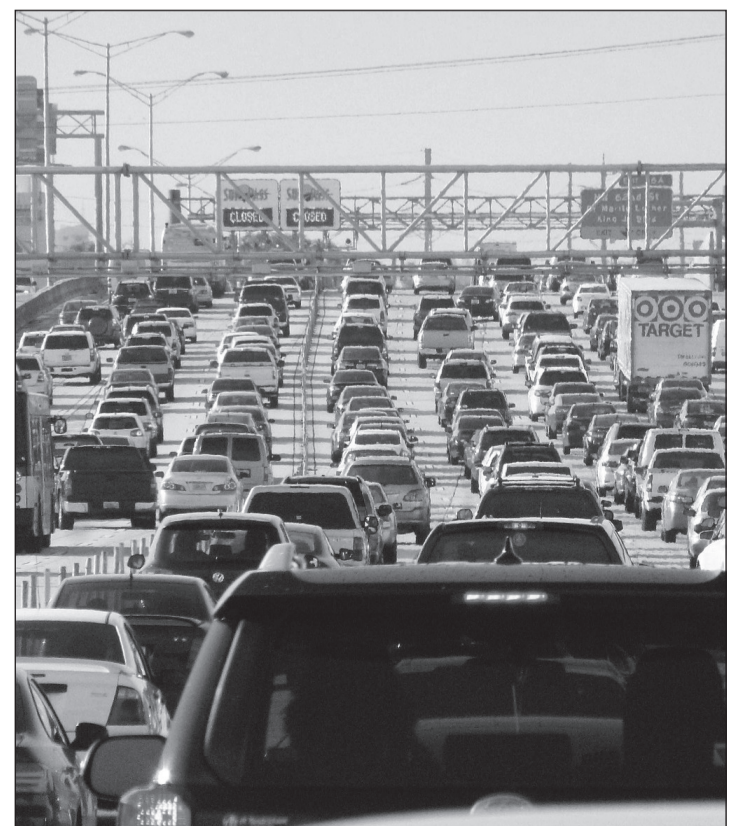
Dans cette entité électrique en préparation, l'arrivée de Nissan est maintenant annoncée, ouvrant une nouvelle phase d'une alliance dont le dernier grand événement avait été l'emprisonnement du PDG multimarques Carlos Ghosn. Témoignage de la détérioration du rapport de forces entre Renault et Nissan au vu de leurs chiffres de production et de vente respectifs, Renault accepterait de baisser sa participation au capital de Nissan de 43 à 15%. Cela serait accepter une demande exprimée de longue date par Nissan mais cela signifierait récupérer pour Renault 4,6 milliards d'euros cash. Ce n'est pas à négliger lorsque

750 postes d'ingénieurs et cadres, soit le tiers des effectifs, ont été supprimés au centre Renault de Lardy depuis 2020.

le but est d'attirer de nouveaux capitaux.

« Plutôt que nous faire partir, Renault doit nous reconvertir »

Ce mecano auquel participe aujourd'hui Renault fait suite à la fusion PSA-Fiat-Chrysler. Les travailleurs n'y sont que des pions interchangeable et licenciables. Mais en voulant casser l'organisation actuelle de la force de travail et briser les droits qui en découlent, le démantèlement en cours de Renault fait très fort. « Plutôt que nous faire partir, Renault doit nous reconvertir » l'exigence du syndicat CGT du centre de Lardy de Renault doit être celle de tout Renault !



WIKIMEDIA COMMONS

PÔLE EMPLOI

Les salariéEs d'Île-de-France réclament des embauches et des hausses de salaire

Réforme de l'assurance chômage, surcharge de travail et bas salaires... autant de raisons pour que les salariéEs de Pôle emploi Île-de-France se mettent en grève.

Après la grève réussie du 1^{er} février 2022, sans aucune suite donnée par les organisations syndicales nationales, les salariéEs d'Île-de-France ont pris l'initiative de relancer la mobilisation. Une première AG appelée par la CGT, FO, le SNU, SUD a décidé dès le mois de juin d'appeler à une journée de grève le 11 octobre.

Les dispositifs d'aide aux chômeurEs remis en cause

Comme dans les autres secteurs la question des salaires se pose au vu de leur faiblesse à l'embauche. Deux niveaux de la grille de classification sont inférieures au Smic ! Des embauches massives sont aussi nécessaires pour pouvoir recevoir les chômeurEs : chaque agentE de Pôle emploi a en charge entre 500 et 1 000 personnes. La direction entend également remettre en cause et réorganiser des dispositifs spécifiques à destination des salariéEs licenciés économiques (CSP), des personnes accompagnées dans le cadre de l'IAE (insertion par l'activité économique) et de l'accompagnement social. Les grévistes demandent le maintien de ces dispositifs. Enfin, le décret du 1^{er} octobre 2021 doit être abrogé : la baisse des droits des chômeurEs causée par cette réforme est une attaque contre l'ensemble des salariéEs !

Étendre la mobilisation

Le 11 octobre, 25 % des agentEs étaient en grève avec des piquets devant 5 sites. Un rassemblement réunissant plusieurs centaines d'agentEs s'est tenu devant la direction générale de Pôle emploi. Étaient présentes en soutien les organisations de chômeurEs (CGT) et la CGT Adecco. La délégation reçue est sortie sans réponse, la direction générale se permettant même de faire remarquer qu'en 2020 l'inflation négative n'a pas entraîné de baisse de salaire...

L'AG des grévistes a décidé dans la foulée de reconduire la grève et d'adopter un appel afin d'interpeller les organisations syndicales nationales pour étendre la mobilisation

Jeudi 13 octobre, rendez-vous avait été donné à Bercy pour un nouveau rassemblement, beaucoup moins important et un taux de grévistes en recul. Les grévistes ont tenu une AG et ont décidé d'aller rendre visite au site de Diderot, le plus gros site de France avec près de 150 agentEs, véritable « usine » sur 5 étages, symbole de la déshumanisation de Pôle emploi. Un représentant de la CGT du centre d'action sociale de la ville de Paris (CASVP), où les salariéEs en grève bloquent la cuisine centrale depuis le 13 octobre était là en soutien. Une caisse de grève a été mise en place et un appel a été adopté pour se joindre à la grève du 18 octobre.

Lucas Maldini

ÉNERGIE Des grèves aussi dans les centrales nucléaires

Sporadiques depuis six mois, les grèves sur les salaires se renforcent depuis quelques jours dans les centrales nucléaires.

Ce sont d'abord les CNPE EDF (centres nucléaires de production d'énergie) de Bugey, Cattenom, Cruas, Tricastin et Gravelines qui sont partis en grève, et depuis ce week-end, ceux de Belleville, Paluel, Dampierre et Saint-Alban. Les travailleurEs affectés aux salles de conduite et à la maintenance sont à la pointe de la lutte.

Grèves tournantes par groupes

Des réacteurs fonctionnent au ralenti, d'autres sont en arrêt prolongé pour maintenance et rechargement du combustible ou réparation des circuits de sécurité, et sont d'ores et déjà en retard pour leur redémarrage prochain. À Cattenom, un seul réacteur fonctionne. La grève reconductible



PHOTO THÈQUE ROUGE

est votée en AG. À la centrale de Bugey (1350 salariéEs), la grève est tournante par groupes de 10 à 15 personnes, avec, à Cruas et dans d'autres centrales, des cagnottes et caisses de solidarité. À Cattenom ou Gravelines, la grève reconductible est votée chaque jour, dès 6 heures, depuis le 13 octobre. Des barrages filtrants provoquent des bouchons de plusieurs kilomètres. Les directeurs d'EDF font tout pour

que la grève ne s'étende pas aux entreprises sous-traitantes.

Solidarité face à la répression déjà en marche

Ces actions de contrôle ouvrier inquiètent le gouvernement qui cherche à intimider par la réquisition et la répression. Le 4 octobre, quatre grévistes ont été arrêtés chez eux par la DGSI, devant leurs enfants. Perquisitions aux domiciles, matériel informatique et tablettes des enfants saisis, gardes à vue à la DGSI à Levallois-Perret. La police antiterroriste les a interrogés pendant 96 heures. Leur crime ? Des coupures de courant (pratiquées depuis 30 ans lors des grèves EDF). Accusés de « cybercriminels en bande organisée », ils vont être licenciés et risquent la prison. Le ministère de l'Intérieur répond à la

fédération CGT Mines-Énergie : « de toute façon, à partir de maintenant, ça va se passer comme ça ». Macron mène sa chasse aux sorcières : jusqu'au 31 décembre, les dossiers des travailleurEs du nucléaire et de leur entourage sont passés au crible d'un fichier secret défense qui contient les données personnelles de 37 millions de Français. Tout retour défavorable du COSSEN (commandement spécialisé pour la sécurité nucléaire) entraînera une interdiction de site (un refus d'accès sur 30 demandes pour les salariéEs ou sous-traitants) et le licenciement sans accès au dossier pour se défendre. Ce totalitarisme de la sphère nucléaire, zone de non-droit, de surveillance et de terreur, contribue aux problèmes de recrutement et de compétences dans les centrales. Avec un risque accru d'accident, qui met en danger des populations.

L'heure est à la solidarité et à la mobilisation pour nos salaires, dans tous les secteurs. Participer massivement aux grèves nationales interprofessionnelles est l'action la plus efficace, en solidarité et pour aller vers la grève générale, toutes et tous ensemble, public-privé.

CorrespondantEs

VILLE DE PARIS Douze jours de grève pour les exclus du Ségur du centre d'action sociale

Les agentEs exclus de la prime Ségur, arrachée par la grève des « sociaux » de la Ville de Paris en 2022, sont en grève depuis le 22 septembre et occupent un restaurant solidaire depuis le 13 octobre.

À la Ville de Paris, il y a des agentEs qui font du social. C'est facile, c'est dans le nom. Ces agentEs maintiennent le lien avec les ParisienEs les plus précaires et les ParisienEs âgés, souvent isolés, à travers les services sociaux d'arrondissement, les CHRS (centre d'hébergement et de réinsertion sociale), les Ehpad, les clubs pour les personnes âgées, les aides à domicile, les restaurants Émeraude pour les personnes âgées et les restaurants solidaires pour les grands exclus.

1500 agents n'ont pas eu la prime mensuelle de 189 euros

Après cinq jours de grève entre décembre 2020 et mai 2022, nous avons obtenu l'élargissement du de la prime Ségur aux « sociaux » (189 euros d'abord pour les hospitaliers, puis pour les Ehpad et enfin pour les « sociaux ») et son versement par le CASVP aux agentEs



Philippe Poutou en soutien aux grévistes du CASVP. NPA

cités dans le décret ainsi qu'à celles et ceux qui travaillent directement avec eux (secrétaires médico-sociales, agentEs des CHRS). Les trois quarts des agentEs du CASVP perçoivent désormais cette prime.

Toutefois, un quart, soit 1500 agentEs environ, en restent exclus. Exclut parce que pas reconnus dans leur mission sociale. Un agentE d'accès aux droits (comme le cuisinier d'un restaurant solidaire) fait autant de social qu'une assistante sociale. Et ces agentEs sont aussi ceux qui ont les plus bas salaires du CASVP (adjointEs administratifs, cuisinierEs, « agentEs sociaux », etc.).

Les exclus du Ségur, en grève reconductible

Face à cette injustice et à l'inflation dévorante, les exclus du Ségur ont décidé de se rebeller. Depuis le 22 septembre 2022, ils sont en grève reconductible ou sous forme de débrayage selon les services. Ils prouvent que sans eux la « solidarité » mise en œuvre par le CASVP est difficile à réaliser (services administratifs fermés, restaurants Émeraude et solidaires fermés). Les négociations tardent à être organisées par Anne Hidalgo, présidente du CASVP, et son adjoint au personnel. Ce dernier a accusé la CGT CASVP de « mauvaise foi », prétextant que les grévistes se trompent d'ennemi et qu'il faut

se battre contre le gouvernement. Bien entendu le gouvernement est dénoncé, mais le CASVP a les moyens financiers et politiques de réparer cette injustice et de faire en sorte que les agentEs exclus par le décret gouvernemental perçoivent ces 189 euros !

Occupation en attente de négociations

Alors, jeudi 13 octobre, les grévistes ont fait monter la pression d'un cran en occupant le restaurant solidaire et Émeraude Pali Kao, qui joue également le rôle de cuisine centrale pour une dizaine de restaurants du CASVP. Anne Hidalgo dénonce l'absence de négociations chez Total, nous dénonçons l'absence de négociations à la Ville de Paris. En refusant de négocier, elle condamne ses agentEs à la précarité et les services indispensables à la solidarité parisienne à ne pas fonctionner.

Toute notre solidarité va aux grévistes, et nous espérons que cette grève s'étendra pour que tous les exclus du Ségur puissent avoir la reconnaissance financière du travail qu'ils effectuent !

CorrespondantEs

SALAIRES La colère explose à Lubrizol

Dans l'usine de Lubrizol à Rouen, on n'avait pas connu de grèves, sauf en 2020 après l'explosion... et maintenant. Une grève qui s'étend déjà aux deux autres sites de Lubrizol en France.

Depuis mardi 11 octobre, les salariéEs de l'usine Lubrizol de Rouen sont entrés en grève. Votée en assemblée générale le matin, la grève est suivie par 80 % des travailleurEs du site, bloquant toute production. Une première pour cette entreprise créée en 1954 qui n'avait jamais connu de grèves ! La seule autre fois où la production avait été mise à mal, c'était à la suite de l'explosion de l'usine en 2020... À l'époque, les actionnaires n'avaient pas eu à craindre pour leurs profits. Le groupe Lubrizol n'a payé à ce jour qu'une amende de 14 000 euros et a réalisé 47 millions

d'euros de bénéfices pour l'année tout en empochant 108 millions d'euros des assurances.

Des grévistes prêts à tenir longtemps

Les salaires des employéEs, eux, ont eu cette année une revalorisation de 3,6 % seulement, bien loin de compenser la hausse du coût de la vie. La grève, lancée mardi face au silence de la direction, est donc reconduite avec une revendication simple : hausse des salaires pour rattraper l'inflation ! Les grévistes expliquent sur le piquet de

grève devant les portes de l'entreprise qu'ils savent que cette grève va être décisive pour eux, ils déclarent être prêts à tenir longtemps leurs revendications. De quoi donner du fil à retordre pour la multinationale, alors même que les deux autres usines de Lubrizol en France, situées à Oudalle et à Mournex, ont elles aussi arrêté de tourner en raison d'une grève massive. Des nouvelles enthousiasmantes qui s'inscrivent dans le contexte général d'une vague de grèves pour augmenter les salaires à la suite de celle des raffineurs !

Correspondante

MIGRANT·E·S Réquisition des logements vides ! Régularisation !

À Rennes, les luttes autour du logement des personnes exilées sont soutenues par une interorganisation de soutien aux personnes exilées très active. Cette année encore, à l'approche de l'hiver, le combat pour le logement des exiléEs mobilise largement.

Souvent, des campements s'installent ou se renforcent à la rentrée de septembre. Leur évacuation par la police s'ensuit sans jamais rien résoudre, plongeant les personnes exilées dans une précarité absolue qui, à l'approche de l'hiver, devient insupportable. Ainsi, le 5 octobre deux campements, avec 160 personnes environ, ont été évacués par la police. Opération de « mise à l'abri », selon la préfecture ! Sauf que les solutions proposées ne sont pas des logements : nuits d'hôtel ou nuits au 115, parmi lesquelles des nuits au centre DPAR (dispositifs de préparation au retour), antichambre de la reconduite des retours volontaires et source d'angoisse pour les migrantEs. Sauf que plus de 60 personnes restent sur le carreau et se retrouvent le soir même sur un nouveau campement à l'autre bout de la ville.

Des écoles occupées

Le scénario se répète, mais cette année, l'une provoquant l'autre ! En effet, en octobre 2021, la mairie de Rennes inaugurerait en grande pompe (malheureusement, des



NPA

rangers !) une nouvelle doctrine : 1. le logement des exiléEs n'est pas une prérogative de la mairie, 2. la métropole finance déjà plus de 900 places quotidiennes pour accueillir des familles, 3. la ville ne fera rien de plus ! L'effet de cet aggiornamento, c'est la mise à la rue de familles avec enfants, dont un grand nombre sont scolarisés dans les écoles de Rennes.

Alors, quelques semaines après la rentrée, deuxième élément



NPA

d'écoles ont été ou sont actuellement occupées par des parents d'élèves dans le but de mettre ces

familles à l'abri. Un collectif rassemblant ces écoles a vu le jour, soutenu par l'interorga, au sein de laquelle la CGT, la CNT, la FSU et Solidaires syndiquent nombre d'enseignantEs de ces écoles...

Meurice sur le gâteau...

En parallèle, en 10 jours, trois rassemblements à la mairie ont regroupé chacun plusieurs dizaines d'exiléEs et de soutiens. Le dernier a consisté à occuper le bâtiment tout l'après-midi. La présence discrète de Guillaume Meurice au cours de cette occupation a été très appréciée, et le tweet — pas discret celui-là — où il interpelle la maire de Rennes a mis le feu au microcosme de la majorité municipale...

Tous cela a permis que la manifestation du samedi 15 octobre soit une réussite : plus de 300 personnes, avec en tête les exiléEs venuEs du campement ou pour les soutenir, mais aussi des parents d'élèves et des enseignantEs. Cela renforce la détermination : déjà les parents annoncent poursuivre les occupations, préparer une chaîne humaine devant les écoles rennaises mercredi 19. Ce qu'ils exigent c'est un logement pour toutes et tous ! L'interorga, quant à elle, se réinvite dès ce lundi au conseil municipal, n'en déplaie aux éluEs.

CorrespondantEs

ÉDUCATION À Nanterre, ni mutation forcée ni violences policières !

Depuis la rentrée, le rectorat de Versailles et le ministère s'acharnent sur le lycée Joliot-Curie de Nanterre. Le 5 septembre, Kai Terada, professeur de mathématiques dans l'établissement, co-secrétaire départemental de Sud Éducation 92, animateur du Réseau européen sans frontières et initiateur de nombreuses luttes dont la grève contre la sortie des lycées de la carte de l'éducation prioritaire, apprend sa suspension.

Le 22 septembre, Kai Terada reçoit un arrêté de « mutation dans l'intérêt du service » rédigé par la rectrice de Versailles. Les considérants accompagnant l'arrêté ne laissent aucun doute : il s'agit bien d'une répression anti-syndicale. Il lui est reproché d'empêcher « la continuité du service public » (autrement dit, faire grève), d'exercer une activité « en dehors des instances de dialogue social de l'établissement ou de l'exercice normal d'une activité syndicale ».

Par cette attaque sans précédent, l'Éducation nationale prétend régenter, en tant qu'employeur, ce que serait « l'exercice normal d'une activité syndicale ».

Le lendemain, les collègues du lycée



DR

apprennent de la voix de la rectrice la venue d'une équipe d'inspecteurs chargés de « rétablir la sérénité dans l'établissement ». En réalité, une véritable mise sous tutelle. La rectrice affiche d'ailleurs la couleur : il s'agit d'en finir avec les classes moins chargées obtenues par la lutte des personnelEs et des élèves et de faire en sorte que le lycée rentre dans le rang.

14 jeunes en garde à vue

Le lundi 10 octobre, les lycéenEs organisent un blocus sur 3 revendications très claires : le rétablissement de l'aide aux devoirs, supprimée depuis la rentrée faute de moyens ; la fin des méthodes autoritaires de la direction, notamment la décision unilatérale d'interdire les vêtements amples (une mesure se plaçant dans le cadre de la campagne raciste lancée par le ministère contre les abayas) conduisant à ce que des élèves se voient interdire d'accès l'établissement ; enfin, le soutien à Kai Terada et la demande de sa réintégration sur son poste au lycée. Le mardi 11 octobre, la police, avec un arsenal répressif impressionnant (LBD, grenades lacrymogènes, matraques...) charge très violemment le blocus. Un élève est blessé et transporté à l'hôpital, tandis que 14 jeunes sont placés en garde à vue. Le lendemain, ce sont 8 autres jeunes qui sont arrêtés et placés en GAV.

Le ministre Pap Ndiaye montre lui-même son implication dans cette répression. Il refuse de répondre au recours hiérarchique déposé par Kai contre sa suspension. Et, le 16 octobre sur LCI, il apporte son soutien total au rectorat de Versailles et confirme la mutation de Kai Terada, prétendant que ces mesures sont prises dans le but de « ramener un climat de sérénité dans l'établissement ».

Solidarité avec le collectif des réprimés de l'Éducation nationale

Face à ce déchaînement répressif, les personnelEs de l'éducation réagissent. Le 21 septembre, un premier rassemblement a lieu devant le ministère de l'Éducation nationale. Le 11 octobre, le collectif des réprimés de l'Éducation nationale, soutenu par l'intersyndicale SNES-CGT-FO-Solidaires, appelé à une journée nationale de grève contre la répression dans l'éducation. Ce jour-là, plus de 26 rassemblements ont lieu sur le territoire. À Paris, plusieurs centaines de grévistes se rassemblent devant le ministère. Ils se rendent ensuite devant le commissariat de Nanterre pour exiger la libération des lycéenEs mis en GAV le matin.

Et ils continueront, car c'est bien par la grève et la mobilisation que nous pourrions faire reculer le ministère et ses rectorats aux ordres.

Aurélien Perenna

ÉCOLOGIE Bassines, non merci... la mobilisation s'amplifie

Le 29 octobre prochain, une nouvelle journée de mobilisation contre les mégabassines est prévue à Sainte-Soline, à l'appel de plus de 130 associations, syndicats et partis.

La région Poitou-Charentes est l'épicentre, depuis plusieurs mois maintenant, d'une lutte écologiste de masse. En mars dernier, nous étions plus de 7 000 dans le département des Deux-Sèvres pour dire notre opposition aux mégabassines, ces énormes structures stockant l'eau pour les grands propriétaires exploitants, après l'avoir pompée dans les nappes phréatiques déjà bien en difficulté... Une nouvelle grande manifestation est prévue le 29 octobre dans le cadre d'un week-end entier de mobilisation à Sainte-Soline, dans les Deux-Sèvres, où un chantier de bassine a commencé.

Un risque mortel pour des cours d'eau au plus bas

La mobilisation prend une nouvelle signification après l'été extrêmement chaud que nous venons de vivre et qui a vu la quasi-entière des ruisseaux, mares, rivières à sec ou très basses, notamment dans les zones où des bassines sont déjà construites (le Clain ou encore le marais poitevin sont à des niveaux très critiques). Outre ce désastre pour la faune et la flore — sans compter les incendies qui se sont déclarés tout l'été et dès le mois de juin — nous avons pour



NPA

la première fois depuis longtemps des risques directs de coupure d'eau au robinet, y compris pour la plus grande ville de la région, Poitiers, où la municipalité s'inquiète de plus en plus et annonce d'éventuels coupures à la fin de l'automne. À cela s'ajoute bien entendu les problèmes liés à l'alimentation en électricité puisque la centrale de Civaux est à l'arrêt à la suite de graves problèmes de fissures dans la tuyauterie. La rivière sur laquelle elle est installée, la Vienne, si elle n'est

pas directement atteinte par les bassines, est elle aussi très basse et va très certainement être en difficulté pour assurer son rôle de refroidissement des réacteurs. Ces événements sont liés à deux éléments capables de créer la catastrophe : le réchauffement climatique et la folie productiviste du capitalisme.

Tags, affiches... ça discute des bassines partout

Le caractère de masse de la lutte n'est plus à démontrer suite à

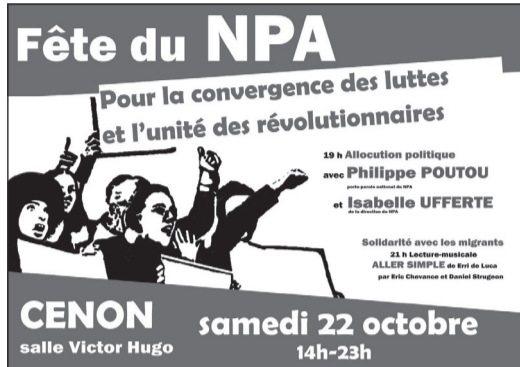
plusieurs manifestations rassemblant des milliers de personnes en pleine campagne. Ajoutons à cela que les manifestations sont loin d'être la seule activité : les collectifs « Bassines, non merci » organisent régulièrement des initiatives dans chacun des départements. À Angoulême, une journée entière a été consacrée à réfléchir à la thématique de l'eau en septembre. À Poitiers, il est prévu le 22 octobre un apéro/discussion pour dénoncer les bassines et faire le lien avec la lutte contre la ferme-usine de Coussay-les-Bois. La campagne pour faire de l'eau un bien commun de l'humanité vibre dans les rues, où l'on voit fleurir des tags et des affiches régulièrement. Ça discute des bassines dans les facs, les entreprises, les terrasses de café... le fruit d'une lutte exemplaire qui sait mêler unité la plus large, actions de masses, activisme, éducation populaire. Plus de 130 organisations appellent à la mobilisation le 29 octobre, dont la Confédération paysanne, la LPO, Attac, la CGT, Solidaires, LFI, EÉLV, le NPA, mais aussi de nombreuses associations qui, partout dans le pays, s'opposent à des projets anti-écologiques. Cette journée prend une importance cruciale, d'autant plus au moment où les luttes sociales s'invitent elles aussi dans la danse : car il nous faudra conjuguer ces revendications et bagarres au temps nouveau de l'écocapitalisme qui s'ouvre, pour lier nos forces et savoir inventer un monde nouveau, joyeux et respirable.

Alexandre Raguet

Plus d'infos sur les Bassines en Poitou-Charentes ici : <https://poitiersanticapitaliste.org/le-poitou-rouge-n1/>



Samedi 22 octobre, fête du NPA 33, Cenon. 14h-23h, salle Victor-Hugo. À 19h, interventions de Philippe Poutou et Isabelle Ufferte.



Samedi 29 octobre, Rencontre de La Brèche sur l'opéraïsme, Paris. Avec Wright Steve, auteur de *À l'assaut du ciel, histoire critique de l'opéraïsme*, éditions Entremonde. À 19 heures à la librairie La Brèche, 27 rue Taine, Paris 12^e.

Mardi 8 novembre, Rencontre de La Brèche autour du livre «Parcours de Juifs antisionistes en France», Paris. Avec Fagot et Jean-Guy Greilsamer de l'UJFP (Union Juive Française pour la Paix), coauteurEs du livre. À 19 heures à la librairie La Brèche, 27 rue Taine, Paris 12^e.

CULTURE Grève à l'Odéon, une bataille pour les salaires mais aussi pour la culture

Pour une augmentation des salaires et la défense du théâtre public, près de la moitié du personnel de l'Odéon est en grève depuis trois semaines.

Près de 50% des effectifs de l'Odéon-Théâtre de l'Europe sont en grève reconductible depuis maintenant trois semaines. Les deux fois 59 minutes de grève par jour (le matin pour le personnel administratif, puis à 20 h pour la technique) ont conduit à 28 annulations de spectacles, ce qui affecte fortement le théâtre. Les grévistes réclament une augmentation des salaires en raison de l'inflation mais aussi parce que la grille salariale n'a pas été revalorisée depuis dix ans.

Augmentation des salaires et des subventions

Ainsi le mouvement que portent les grévistes aujourd'hui a mené à des échanges avec la direction, mais l'interlocuteur pour les négociations reste le ministère de tutelle. « On en appelle au ministère de la Culture pour revoir à la hausse la subvention du théâtre qui n'a pas évolué depuis 2017 (environ 12 millions d'euros), afin que les salaires ne soient pas la variable d'ajustement, et que le service public de la culture ne se détériore pas », indique Candice Wehner, déléguée syndicale CGT à l'Odéon. Le Syntac-CGT a demandé un rendez-vous avec la Direction générale de la création artistique. Dans l'attente, les grévistes restent mobilisés sur la période de reprise des spectacles de début novembre.

Correspondante

SAINT-DENIS Rage et détermination contre les oppressions sexistes et racistes

L'initiative a été construite dans un cadre inter-organisations par des collectifs féministes, LGBTIQ+ et l'UL Solidaires de Saint-Denis, avec une forte communication via les réseaux sociaux et dans les rues dionysiennes et avec la ferme volonté que les premières intéressées mènent l'initiative de bout en bout.

Divers collectifs contre les violences sexistes et policières

Pari réussi puisqu'il a permis de réunir plusieurs milliers de personnes, et parmi elles des collectifs très divers pour dire la rage et la détermination à mobiliser contre les violences et oppressions sexistes, racistes, lgbtphobes. Il y avait aussi des collectifs implantés localement comme celui des « Mères isolées » ou « Les Dionysiennes », mais aussi de fortes voix internationalistes avec la Batucada latino et un collectif de jeunes militantes « queer » iraniennes. La volonté de faire le lien avec la mobilisation contre les violences policières était aussi bien présente avec l'intervention du collectif Vérité et Justice pour Yanis qui organise une marche le 5 novembre prochain. Également présent le Comité des Mutilés qui a émergé suite à la répression contre les Gilets Jaunes.

Parole publique des victimes

Il a été possible pour des jeunes filles et femmes victimes de violences de prendre la parole publiquement pour dire les faits, leurs parcours de souffrances et de reconstruction, ce qui constitue

La volonté de visibiliser que « Nos quartiers ne sont pas des déserts féministes » avait émergé par un appel lors de la Pride des Banlieues en juin dernier. Samedi 15 octobre s'est tenu, avec succès, à Saint-Denis une manifestation féministe et antiraciste.



@RADABEL

aussi une des réussites de l'initiative. Un moment fort qui pointe une fois de plus, avec toute la violence du vécu concret, la défaillance de la justice qui, bien loin d'accompagner les victimes de ces violences, les enfonce. L'enjeu de l'accueil de ces paroles pour accompagner est vital pour les victimes. Mais également indispensable au combat global pour faire avancer les consciences et les revendications. Une belle réussite qui appelle des suites.

Correspondantes

CRACK Prévenir et accompagner plutôt que réprimer

L'évacuation du square Forceval à Paris, le 5 octobre dernier, où se concentraient les usagerEs de crack, n'est en rien la solution, contrairement à ce que prétend Darmanin.

Le trafic et la consommation existent à ciel ouvert dans le nord-est parisien depuis les années 1980, de Stalingrad à Forceval en passant par la « Colline du crack » porte de la Chapelle, qui a été évacuée une bonne quinzaine de fois entre 2005 et 2019.

La loi de 1970, qui régit le trafic et surtout réprime l'usage et le trafic des substances psychoactives classées comme illégales, empêche la mise en place d'une véritable politique de prévention et de soin. Il faut l'abroger de toute urgence

et se débarrasser de la mainmise du ministère de l'Intérieur sur la politique des drogues.

Superviser la consommation

Car les solutions existent : renforcer les équipes de médiation, ouvrir des lieux d'accueil où la consommation est supervisée avec une présence de professionnels médicaux et sociaux, dédier des places d'hébergement, faciliter l'accès aux soins médicaux et à l'insertion professionnelle via des dispositifs innovants comme

TAPAJ (travail alternatif payé à la journée).

De nombreux pays, tant en Europe qu'au Canada par exemple, pratiquent une véritable politique de santé avec des résultats probants, tant pour les usagerEs que pour les riverainEs. Pour mémoire les autorités suisses ont ouvert la première salle d'injection à Berne en 1986. En France, la première SCMR (salle de consommation à moindre risque) a ouvert en 2016... Sans mise en place d'une telle politique, les mêmes causes produiront les mêmes effets, au détriment des usagerEs et des riverainEs des lieux de consommation.

Alex Bachman

Meeting du NPA

À la Bellevilloise, plus de 300 personnes pour le partage des richesses et une gauche de combat

Ce mercredi 12 octobre, alors que s'ouvrait la réunion publique du NPA à Paris à la Bellevilloise devant plus de 300 personnes, des rassemblements de soutien aux salariéEs des raffineries avaient lieu un peu partout en France.



PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

Dans le secteur automobile français, les travailleurEs bataillent pour de meilleures conditions de travail et de meilleurs salaires, nous a dit Ken, militant de la CGT PSA Stellantis Poissy, mais aussi pour la démocratie syndicale ! (voir

L'Anticapitaliste n° 632) Et si la voiture électrique risque de faire perdre des milliers d'emplois au secteur de l'automobile, ce n'est pas le seul risque qu'elle fait peser. Présentée comme une solution, l'énergie électrique a pourtant

un coût financier calqué sur les autres ressources, et également un coût... pour la planète. Nos modes de production, de transport, de logement, de vie doivent être entièrement repensés à l'aune de l'urgence climatique et dans l'intérêt du plus grand nombre, a rappelé Christine Poupin.

Avant que Philippe Poutou prenne la parole, une militante de la coordination des IranianEs et Kurdes féministes, queers, LGBT, anticapitalistes et internationalistes a raconté comment s'organise le soutien au soulèvement iranien en cours et le danger qui le guette : une récupération par les partisans du Shah !

Sur tous les fronts, le NPA se bat pour une perspective anticapitaliste, féministe, écosocialiste, antiraciste et internationaliste ! Avec l'ambition qu'une telle réunion puisse être utile à celles et ceux qui se battent pour l'égalité et l'émancipation !

Fabienne Dolet

Disparition

Bruno Latour: limites et illusions d'une pensée écologique

Bruno Latour est mort le 9 octobre 2022 à l'âge de 75 ans. Sociologue, anthropologue, philosophe, il a exercé une influence importante sur certains courants écologistes contemporains.

Lors de ses premiers travaux de sociologue, Bruno Latour enquête dans les laboratoires de recherche, et décrit les pratiques scientifiques comme construction hybride, mêlant théories scientifiques, contexte social et institutionnel, enjeux économiques et politiques. Nous avons à plusieurs reprises critiqué ce relativisme radical, parce que nous jugeons important de « réhabiliter la notion réputée naïve de vérité scientifique contre l'idée que la science ne serait qu'une opinion socialement construite »¹.

Des constats écologistes qui interpellent

C'est à partir de la publication de *Nous n'avons jamais été modernes* et des huit conférences *Face à Gaïa* que Latour prend pied dans le débat écologique.

Pour les anticapitalistes conséquents (révolutionnaires!) que nous voulons être, beaucoup de ses diagnostics et de ses intuitions nous obligent à repenser le fossé creusé entre, d'une part, le constat de Marx et Engels « [qu']aussi longtemps qu'existent des hommes, leur histoire et celle de la nature se conditionnent réciproquement »² et, d'autre part, l'évolution productiviste des principaux courants communistes et socialistes, qui ont accepté la coupure nature et société, pour qui le vivant est une machine dont l'humain est le maître.

Quelques constats nous interpellent :

– les conséquences de ce que Latour nomme le nouveau régime climatique, l'anthropocène, nouvelle

période historique où l'espèce humaine a un impact équivalent à celui des grandes forces géologiques, événement politique qui marque le moment à partir duquel l'histoire humaine et celle du reste de la nature ne peuvent tout simplement plus être dissociées ;

– la dénonciation du jeu des élites obscurcissantes qui « ne prétendent plus diriger, mais se mettre à l'abri hors du monde », Trump symbolisant cette rupture assumée avec le reste du monde, un « après nous le déluge » dévastateur ;

– la réflexion sur la place des vivants (au sens très large, la mer, les fleuves, les espèces animales et végétales) acteurs avec lesquels il faut tisser des liens, dont on doit répondre, que l'on doit représenter ; une idée mise en œuvre dans l'expérience du « Théâtre des négociations », menée avec ses étudiantEs de Sciences Po en mai 2015 au théâtre des Amandiers ;

– la vision de ce qui nous attend, l'état de guerre, l'impossibilité de revenir à un état antérieur. Il faut simultanément accepter l'état de guerre et, en même temps, trouver des solutions qui évitent l'extermination. Parce que compter sur l'innovation technologique miracle n'est plus une option, nous devons tout de suite mettre en œuvre les solutions structurelles indispensables.

Des classes introuvables

Mais à partir de ces conceptions, originales, que nous pouvons discuter, Bruno Latour nous indique une direction qui n'est selon nous pas la bonne, qui détourne les luttes



WIKIMEDIA COMMONS

environnementales et le mouvement climat vers des objectifs illusoire. En renonçant à une vision matérialiste du monde, il se dispense de prendre en considération le capitalisme, mode de production et de reproduction basé sur l'extension du rapport salarial, sur la production généralisée de marchandises, et non pas simple « totem » ou « mot qui ne sert qu'à faire croire qu'on désigne quelque chose ». Pourtant comme le souligne Paul Guilibert, « toutes les formes de destruction du vivant sont liées à la division internationale du travail »³. Et : « Nulle part le capitalisme ne détruit la nature sans exploiter le travail »⁴.

En redéfinissant les camps opposés, « Terrestres » contre « Modernes hors-sol » Latour refuse les distinctions de classe. La nouvelle classe écologique, la « classe pivot », qu'il décrit dans son dernier ouvrage, rassemblerait celles et ceux qui considèrent le problème fondamental des conditions d'habitabilité de la terre. Déracinée d'un contexte social fait de rapports de forces et de place réelle dans le processus

de production, cette classe écologique espérée par Bruno Latour est introuvable. En escamotant les classes sociales héritées du capitalisme industriel, Latour évite de parler d'exploitation, de désigner des responsables objectifs.

Nos perspectives stratégiques ne sont pas les mêmes : contre le système capitaliste, obstacle réel à toute politique environnementale, notre visée est celle de l'émancipation collective des individus. Dans les limites et les contraintes d'un environnement dont nous sommes dépendants et parties prenantes, elle se fera en s'appuyant sur la force et la créativité des luttes sociales, les mobilisations environnementales de la jeunesse et les expérimentations alternatives innovantes.

Dominique (81)

- 1 – La formule est d'Hubert Krivine.
- 2 – Dans *l'Idéologie allemande* (1845).
- 3 – « C'est vrai qu'il est agaçant Bruno Latour, mais... », *l'Obs*, 25 octobre 2021.
- 4 – Idem.

Pour approfondir :

Daniel Tanuro, « Face au désastre. Pourquoi Bruno Latour a tort et pourquoi il faut le prendre au sérieux », *contretemps.eu*, 18 mai 2021.

Quelques œuvres repères

- La science en action* (1989)
- Nous n'avons jamais été modernes: essai d'anthropologie symétrique* (2006)
- Face à Gaïa: huit conférences sur le nouveau régime climatique* (2015)
- Où atterrir? Comment s'orienter en politique* (2017)
- Où suis-je? Leçons du confinement à l'usage des terrestres* (2021)
- Mémo sur la nouvelle classe écologique* (2022, avec Nikolaj Schultz)

Roman graphique

Il y a plus de 20 000 ans, les températures étaient beaucoup plus fraîches qu'aujourd'hui et les humains trouvaient dans les grottes et cavernes du sud-ouest de la France des lieux pour se recueillir spirituellement, y réaliser des cérémonies chamaniques et dessiner et peindre des animaux et des symboles sacrés. Avez-vous déjà entendu parler du « Signe du Pao » ? C'est un signe pariétal solutréen de plus de 20 000 ans, très rare, que l'on ne peut découvrir qu'en Charente, un peu en Dordogne et dans une unique grotte du rivage méditerranéen, proche de Cassis. Pourquoi cette rareté, d'où venait ce signe et que pouvait-il bien signifier ?

Une aventure initiatique

C'est le défi qu'ont voulu relever les auteurEs de cette BD, qui résident en Charente, en racontant un « road movie ». Attention, nous sommes il y a 20 000 ans et le héros principal, Wu, parti de la Méditerranée, ne parcourt que la Charente de l'océan Atlantique au gouffre de la Tardoire ! Les illustrations mystérieuses de la grotte du Placard près de Vilhonneur en Charente qui surplombe ce gouffre inquiétant ont fourni la base du scénario. Histoire d'amour et de filiation incluses !

Le signe de Pao

Scénario Jean-François Chanson, dessins de Juliette Vaast. Éditions Eidola, 56 pages, 15 euros.



Le jeune Wu voyage dans des pays enneigés, propage les découvertes techniques de son temps de tribu en tribu. De la Méditerranée, il atteint un jour le littoral atlantique. Il remonte alors le cours de la Charente avant de buter sur un affluent tumultueux, la Tardoire, où il est attaqué. Il échappe de peu à ses agresseurs et se réfugie

auprès d'une tribu menée par une jeune femme dynamique, Pao. Pao qui porte un étrange symbole tatoué sur le front. Ce signe, aujourd'hui appelé « aviforme » par les scientifiques, va fournir une bien belle histoire.

Une tragique histoire d'amour

Wu tombe bien vite amoureux de Pao et lui révèle toutes les techniques secrètes inventées plus au sud : l'aiguille à chas pour confectionner les vêtements, l'hameçon et le propulseur à sagaies. La cheffe Pao envisage tout de suite d'utiliser le propulseur non pour chasser (gibier et poissons sont abondants en Charente) mais pour se libérer du joug d'une tribu voisine dirigé par le cruel Sar. Les péripéties seront nombreuses, la tribu de Pao finira par vaincre mais un guerrier jaloux précipitera la jeune femme dans le gouffre de la Tardoire. Wu, anéanti, décide de prendre le chemin du retour et, en chemin, il laissera le signe de Pao dans plusieurs grottes.

On ne peut tout dévoiler mais l'épilogue révèle bien des vérités pour la BD ou sur la préhistoire !

Le souffle de l'aventure solutréenne

Un peu historique et documentaire dans les premières pages pour bien situer l'histoire dans son espace géo-temporel, la BD s'envole très vite sous le souffle de l'aventure. Le scénario de Jean-François Chanson allie l'aventure épique, la tragédie shakespearienne et la dimension romantique, tandis que la griffe semi-réaliste de Juliette Vaast associée à des couleurs naturelles nous permet d'imaginer la vie au bord de la Tardoire il y a 20 000 ans.

Sylvain Chardon

1 – Cette partie des terres charentaises, particulièrement calcaire, ne permet pas aux rivières et ruisseaux de suivre un cours normal. La plupart des cours d'eau s'engouffrent dans la terre, dont la Tardoire qui ne ressurgit que 30 kilomètres plus loin et donne naissance aux abondantes sources et résurgences de la Touvre en périphérie d'Angoulême.

Essai

De la faiblesse de l'esprit critique envisagé comme « compétence »

Éditions Pontcerq, 124 pages. 0 euro. Disponible sur <https://www.pontcerq.fr/>.

Le règne des sciences cognitives sur la formation des enseignantEs et sur les pratiques d'enseignement a mis la pédagogie des compétences au centre du jeu... Ce qu'il en est lorsque la compétence en question n'est autre que « l'esprit critique »...

Un tract

Un livre gratuit, ce n'est pas banal. Signature de l'éditeur. Texte court, efficace, selon le mode du livre tract. Chez Pontcerq on aime bien dégommer les pédants zélés de la pédagogie par compétences, ce dont ne se privait pas un ouvrage précédemment chroniqué ici même¹.

Cette fois, Pontcerq cible l'ambition récente de l'Éducation nationale de former les générations futures à « l'esprit critique ». La préoccupation affichée par l'autorité académique semble être de doter l'élève – en tant qu'individu apprenant isolé – d'une sorte de pare-feu lui permettant de faire le tri parmi les flots sans maîtrise de l'information parvenant par le biais des outils numériques.

Pour les instructeurs officiels, « l'esprit critique » se réduit à un simple traitement de l'information, à une approche très formelle des vecteurs de transmission de cette information. Il se situe en dehors des disciplines, comme en surplomb, il s'exempte de la question du contenu. Le savoir est ainsi réduit au statut de l'exemple qui permet de faire briller la compétence.

Pour Pontcerq, bien entendu, la réduction ne passe pas, et le livre entend le faire savoir, qui se réfère à une plus haute idée de ce que l'on peut proposer à l'élève. Confronté à un monde tourmenté au cœur d'une époque qui ne manque ni de danger ni de causes d'inquiétude, « il faut exiger de la pensée, dans les écoles [...] bien davantage de puissance critique et bien davantage de joie ».

Au débat!

Le sous-titre (« Esquisse d'une réponse aux sciences cognitives – faite depuis la philosophie ») annonce la polémique, invite au débat. Au-delà de l'essentielle réfutation des thèses qui valent aujourd'hui chez les décideurs libéraux pour l'éducation, que l'on retrouve d'ailleurs quasiment mot pour mot dans le monde de l'entreprise², le développement « depuis la philosophie », qui joue la discipline contre la pédagogie, ouvre certainement un large champ de discussion dans les salles des profs et auprès de toutes celles et de tous ceux qu'intéressent une pensée politique sur l'école.

Vincent Gibelin

1 – Voir notre recension de *Quelques considérations sur l'enseignement des sciences naturelles, dans les écoles, au début du XX^e siècle*, dans *l'Anticapitaliste* n° 571, 3 juin 2021.

2 – Lors du Forum économique mondial de Davos (2020), le rapport « Futur of jobs » citait la pensée critique comme une des 10 « soft skills » – compétences comportementales – essentielles pour l'emploi de demain.

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie

★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris

Tél. : 01 49 28 52 44 – Fax : 01 49 28 52 43

Horaires d'ouverture :

Lundi : 14 h – 20 h, mardi au samedi : 12 h – 20 h

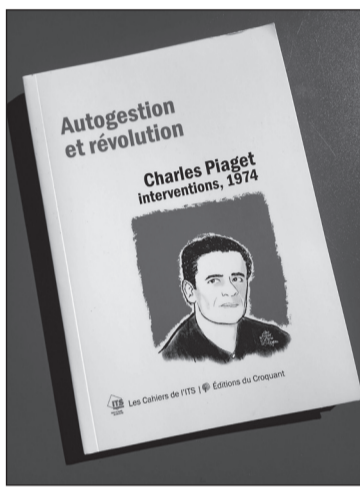
« L'actualité de Piaget est avant toute chose dans sa démarche militante »

Entretien. À l'occasion de la parution de l'ouvrage «Autogestion et révolution»¹, qui regroupe des textes et interventions de Charles Piaget, nous avons rencontré **Théo Roumier**, syndicaliste SUD Éducation, qui a assuré la conception et la présentation du livre.

Charles Piaget est connu, dans la mémoire militante, comme animateur de la lutte des LIP. Mais les textes publiés et commentés dans ce petit livre sont ceux d'un Charles Piaget militant du PSU. Pourquoi ce choix ?

Pour être honnête, c'est en parcourant un carton de documents à l'Institut Tribune socialiste [qui conserve les archives du PSU] que je suis tombé sur une petite brochure retranscrivant l'intervention de Charles Piaget lors d'un meeting PSU à la Mutualité en octobre 1974, donc après la grève de LIP. Son titre – « Que signifie aujourd'hui militer pour le socialisme, être révolutionnaire ? » – m'a immédiatement tapé dans l'œil. Et à sa lecture je me suis dit que beaucoup des réflexions qui s'y trouvaient pouvaient résonner avec des préoccupations bien actuelles.

L'engagement politique de Piaget est peu connu. Lui-même n'évoque quasiment jamais la tentative de « candidature des luttes » sous son nom à la présidentielle de 1974. D'abord parce qu'elle a vite tourné court, c'est vrai, mais aussi parce qu'à la même époque il estimait déjà avoir été un peu « poussé dans l'escalier » à ce sujet². Pourtant, au-delà de cette péripétie, Charles Piaget faisait bien de la politique (qui heureusement ne se limite pas aux compétitions électorales !), même si son engagement syndicaliste était la clé d'entrée de sa compréhension du monde. C'est ça qui m'a intéressé avec cette petite étude : montrer que la réflexion politique, les enjeux stratégiques, ça n'était pas qu'une affaire de « spécialiste » ou d'intellectuels autorisés. Piaget est un militant ouvrier. Et en 1974, six ans après la grève générale de 1968 et ses 10 millions de grévistes, en pleine période d'insubordination ouvrière pour reprendre les mots de l'historien Xavier Vigna, il est important de prendre toute la mesure de cette parole. Et elle porte ! Car en 1974, la question du passage au socialisme est dans toutes les têtes, avec deux expériences très proches : celle du Chili de l'Unité populaire entre 1970 et 1973, matée dans le sang par Pinochet ; celle de la révolution des Œillets d'avril 1974 au Portugal. Le « socialisme » ça n'est pas un vague espoir, pas qu'une utopie : c'est une question bien concrète qu'il faut réfléchir politiquement. C'est ce que fait Piaget. Il le fait comme syndicaliste autogestionnaire, marqué par la grève « hors-la-loi » des LIP qui a défié l'ordre et la légalité capitalistes en relançant la production pour le compte des grévistes, marqué par l'extraordinaire soutien populaire qu'a reçu cette lutte. Il le fait aussi comme militant du



DR

Parti socialiste unifié, le PSU, un parti qui cherche clairement à cette époque à trouver une voie révolutionnaire autant qu'autogestionnaire pour le socialisme.

Au cœur de la réflexion de Piaget, il y a justement l'autogestion. Et ce que l'on mesure mieux à la lecture de l'ouvrage et notamment de son introduction, c'est qu'il s'agit d'un débat fondamental à gauche dans les années 1970. Peux-tu nous dire un mot à ce sujet ?

Un mot ? Oh là, ça va être dur ! Disons que l'autogestion « traverse » littéralement les années 1968, et parmi presque toutes les familles de la gauche et de l'extrême gauche. Les plus réticents à ce sujet étant le couple CGT-PCF et le courant trotskiste-lambertiste (qui publie en 1973 un livre au titre explicite : *Les marxistes contre l'autogestion* !). Il y a plusieurs manières de prendre en compte la question autogestionnaire à l'époque. On peut la voir comme une technique de gestion, limitée aux seules entreprises, avec un peu plus de possibilités pour les travailleurs et les travailleuses d'avoir leur mot à dire. Une sorte de brouillon de contrôle ouvrier... et amputé de toute perspective de rupture anticapitaliste. C'est un peu la vision que va développer le PS de Mitterrand. Rallié à l'automne 1974 par l'ancienne direction du PSU autour de Michel Rocard. Daniel Bensaïd a d'ailleurs fait des analyses très intéressantes à ce sujet³. C'est une des raisons qui fait se diviser profondément le PSU dans le courant de l'année 1974. Un PSU qui va finalement opter majoritairement cette année-là, avec Piaget et la section de Besançon entre autres, pour une vision bien plus nettement révolutionnaire. L'autogestion, dans cette acception, c'est en définitive l'autre nom du socialisme. D'un socialisme qui ne soit pas autoritaire, qui ne soit pas sa désastreuse et sordide caricature stalinienne. Et d'un socialisme qui

ne soit pas empêtré dans le respect de l'ordre bourgeois, avec pour seule perspective l'occupation du pouvoir d'État. Donc qui se dégage de la visée réformiste.

Bien sûr si l'autogestion est présente à ce point dans les discussions c'est parce qu'un des acquis de 68 a été précisément l'extraordinaire libération de la parole qui a frappé les usines comme les amphitheatres de fac et les lycées. Mai 68 c'est l'avènement de la démocratie assemblée, des AG souveraines et décisionnelles, de l'auto-organisation. Et c'est une vraie logique forte. La lutte des LIP est justement pétrie d'autogestion : dans la conduite de la lutte avec une AG qui prend les décisions, un comité d'action rassemblant syndiqués et non-syndiqués, des commissions responsables devant l'AG ; dans les modalités d'action avec la remise en route de la production par les travailleuses et les travailleurs elles et eux-mêmes... et une section syndicale CFDT, dont Piaget est un des délégués, pleinement acquise à tout ça !

Question incontournable à l'heure où d'importants mouvements sociaux se développent en France. Quelle actualité des réflexions de Piaget pour nos mobilisations et nos discussions ?

Je dirai que l'actualité de Piaget est avant toute chose dans sa démarche militante : il faut avant tout partir de ses pratiques pour réfléchir stratégiquement. Sinon on colle une « vérité » établie d'avance sur le mouvement réel. Ce ne sont

pas les virgules de congrès qui sont déterminantes, mais les luttes et ce qu'elles ont d'humain, de concret, de vivant. C'est du coup, au lieu d'une posture avant-gardiste un peu sommaire ou vulgaire, penser l'action de l'organisation politique ou du parti comme celle d'un « intellectuel collectif » mais aussi d'un « parti-atelier » profondément ancré dans l'action au sein des classes populaires. On lit, dans les interventions de Piaget, cette recherche de médiation politique qui permettrait à la fois d'être utile concrètement à la classe et donc de faire progresser la perspective socialiste. Ce qu'il résume joliment en parlant d'être « socialiste tous les jours ». Et puis il y a des questions posées dans ces interventions et qui ne sont pas sans faire écho à ce qui nous intéresse aujourd'hui. Par exemple : comment lier démocratie et travail ? comment se prémunir des corps de répression d'État (les manifestations de policiers et les tribunes de généraux récentes doivent nous interpellent) ? Est-ce que la gauche au pouvoir c'est le socialisme ? Est-ce que c'est l'égalité et l'émancipation pour toutes et tous ?

Hier comme aujourd'hui, l'intervention directe des classes populaires, l'expression de leur capacité politique, est un enjeu central pour toutes celles et ceux qui veulent dépasser le capitalisme. Et c'est au feu des mobilisations qu'elles se forgent.

Propos recueillis par Julien Salingue

1 – *Les Cahiers de l'IRTS*/Éditions du Croquant, 116 pages, 10 euros.

2 – Voir à ce sujet l'article de Théo Roumier dans la *Revue du Crieur* n° 20 de mars 2022 : « Leçons d'un candidat des luttes. Enquête sur l'éphémère candidature de Charles Piaget à la présidentielle de 1974 ».

3 – Daniel Bensaïd, *L'anti-Rocard ou les haillons de l'utopie*, Éditions La Brèche, 1980.

L'image de la semaine



Vu ailleurs

LES POPULATIONS ANIMALES EN DÉCLIN DE PRÈS DE 70% EN 50 ANS. « Entre 1970 et 2018, le déclin moyen des populations de vertébrés est de 69% ». C'est le constat alarmant dressé par le WWF dans son nouveau rapport « Planète vivante ».

Publiée tous les deux ans, cette étude s'appuie sur l'indice Planète vivante, calculé avec la Société zoologique de Londres, à partir des données scientifiques collectées sur 32 000 populations de plus de 5 230 espèces de vertébrés. [...] Selon le rapport, le réchauffement deviendra la principale cause de perte de biodiversité au cours des prochaines décennies si la hausse des températures n'est pas contenue à 1,5 °C au-dessus de la température d'avant la Révolution industrielle. Les vagues de chaleur et les sécheresses provoquent déjà une mortalité massive chez les arbres, les oiseaux, les chauves-souris et les poissons. « En 2014, une journée particulièrement chaude a tué plus de 45 000 renards volants, une espèce de chauves-souris, en Australie », rapporte le WWF. Mais si la situation est dramatique, « elle n'est pas désespérée », affirme Véronique Andrieux, directrice générale du WWF France. Elle cite de nombreux exemples qui permettent de maintenir ou de restaurer avec succès la biodiversité. « La transformation de nos modes de production et de consommation a débuté même si elle n'est pas assez rapide. »

Le WWF appelle les gouvernements à adopter deux mesures, aussi concrètes qu'immédiates. Tout d'abord, mettre en place un moratoire sur l'exploitation minière des fonds marins. Elle menace d'éradiquer des espèces encore inconnues, d'étouffer des animaux marins et de multiplier les sources de pollutions chimique, sonore et lumineuse. Ensuite, suspendre les subventions dommageables à la biodiversité. « Les gouvernements soutiennent, à hauteur de centaines de milliards d'euros, des activités destructrices de la nature, des espèces et du climat », constate le WWF, qui appelle la France à montrer l'exemple en identifiant « ses propres dépenses publiques néfastes et en les supprimant sans tarder ».

« Le WWF constate une "baisse dévastatrice" des animaux sauvages en 50 ans », Reporterre.net, 13 octobre 2022.

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **12€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et envoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard			
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois 35 € <input type="checkbox"/> 1 an 70 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 25 € <input type="checkbox"/> 1 an 50 €	
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 25 € <input type="checkbox"/> 1 an 50 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 € <input type="checkbox"/> 1 an 40 €	
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 60 € <input type="checkbox"/> 1 an 120 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 45 € <input type="checkbox"/> 1 an 90 €	
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert	<input type="checkbox"/> 3 mois 12 €	

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et envoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		
Hebdo	Mensuel	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 17,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 30 € par trimestre
Tarif jeunes/chômeurs/précaires		
Hebdo	Mensuel	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 22,5 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR43ZZZ554755

Date : Signature obligatoire :

www.npa2009.org